

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

LUNDI 21 JUIN
N° 214 1,50 F

Belgique : 15 FB
Commission Paritaire N° 56 942

Palestine occupée
Manifestations
contre
l'intervention
syrienne

VOIR PAGE 8

Mines de potasses (Haut-Rhin)

Colère après la mort des mineurs

LA GREVE DECIDEE DANS TOUT LE BASSIN

Cinq mineurs tués !
Vendredi soir à 21 heures à la fosse «Marie-Louise» à Berrwiller (Haut-Rhin), 2 travailleurs, 2 contre-maîtres et 1 ingénieur descendaient au fond de la mine de potasse pour une tournée d'inspection. La cage descendante dans laquelle ils avaient pris place ne s'est pas arrêtée à l'endroit voulu, elle a traversé un plancher pourri et a fini sa course meurtrière au fond d'un puisard désaffecté. Les cinq mineurs ont péri noyés dans la boue.

Cet odieux assassinat a soulevé la colère des 1 300 mineurs de la fosse «Marie-Louise» qui refusent de reprendre le travail tant que les victimes ne seront pas remontées. Hier soir, à 18 heures, tous les corps n'étaient pas encore dégagés.

Les mineurs accusent le manque flagrant de sécurité qui, comme le rappelait Rémy Fritsch, délégué CGT, a déjà failli causer la mort de 27 mineurs dans un éboulement l'année dernière. La direction prend peur de cette révolte qui gronde : elle a assuré que les journées chômées seront intégralement payées. Mais d'ores et déjà la grève générale a été décidée le jour des obsèques dans tous les puits du bassin des mines de potasse d'Alsace !

Chirac dans la Creuse

FACE A LA CRISE NOUVELLES CONTRAINTES

Dans un discours prononcé à Felletin dans la Creuse, Chirac a déclaré que le plus grand danger pour le pays était l'inflation et que pour lutter contre celle-ci, il n'y avait d'autre solution que d'instituer des «contraintes». Ces contraintes, il n'est pas besoin de chercher très loin pour comprendre qu'elles concernent d'abord nos salaires qui seraient d'après le gouvernement... la principale cause de l'inflation.

Chirac veut-il mettre en place un système autoritaire de blocage des salaires comme il en existe en Allemagne ou en Angleterre ? Ou bien veut-il dire qu'il encouragera les patrons à refuser systématiquement toute augmentation salariale en assurant le concours de plus en plus massif de ses flics pour mettre à raison les ouvriers ? Quoiqu'il en soit, ces déclarations sont menaçantes pour nos libertés, elles confirment la volonté du gouvernement de réprimer encore plus durement les travailleurs, d'aggraver leurs conditions de vie, en un mot de renforcer sa politique de crise.

Dans le même discours, Chirac a appelé la majorité à s'unir, pour appliquer cette politique de fermeté contre les travailleurs.

Face à ces nouvelles menaces, il est plus que jamais nécessaire de faire face en ripostant massivement contre toutes les atteintes à nos libertés, contre toute nouvelle aggravation de nos conditions de vie et de travail.

Sérvices policiers dans le Var

Les victimes accusent

(2) Dans les cités ouvrières de la Ciotat
Voir page 5

Au terme d'une morne campagne

L'ITALIE VOTE DANS L'INDIFFERENCE



Passez la monnaie. La démocratie chrétienne spécialiste des pots de vin ne néglige pas les petits pourboires...

Depuis hier et jusqu'à ce soir, on vote en Italie. C'est vendredi que les lampions de la campagne électorale se sont éteints. Tout aura été fait pendant ces trois dernières semaines pour saouler les masses italiennes de promesses démagogiques sur fond de chantage à la crise. Aujourd'hui, le sentiment qui domine, c'est une certaine indifférence, indifférence pour les affiches et les tracts qui n'ont pas encore été arrachés, indifférence pour les voitures munies de hauts-parleurs qui parcourent encore les rues, se livrant à d'ultimes tentatives de racolage des électeurs.

La monotonie de la campagne électorale aura toutefois été rompue par l'enlèvement de deux responsables romains de l'approvisionnement de la capitale en viande et en volaille et la municipalité romaine n'a toujours pas décidé si les volailles seront vendues moins cher dans les quartiers populaires, conditions mises à la libération de Telferiali par ses ravisseurs. Ces actions sont le fait de petits groupes qui se réclament du «bras armé de la révolution». Au terme de leur analyse, il est possible de déclencher la lutte armée en Italie aujourd'hui, c'est du moins ce que nous a déclaré une personne que nous avons pu rencontrer et qui a de très bonnes raisons de connaître la stratégie de ces groupes clandestins.

Ces groupes totalement extérieurs au prolétariat ont recours à des formes d'actions qui ne se distinguent en rien du pur et simple terrorisme. Néanmoins, il semble bien que cette fois-ci les actions de ces groupes romains aient été accueillies avec une sympathie amusée.

Mais très vite, les discours électoraux ont repris le dessus. suite p.7

AFRIQUE DU SUD

RÉPRESSION FÉROCE, RÉVOLTE ACCRUE



voir p.8

Alors que police, armée et supplétifs quadrillent le pays, menant une répression féroce contre les mouvements de masse pour défendre la «loi et l'ordre» racistes, les manifestations se sont étendues à de nouvelles villes et établissements scolaires. Fait nouveau, on a vu des étudiants blancs affronter la police aux côtés des noirs. Comme prévu, l'assassin Vorster rencontrera Kissinger en Allemagne cette semaine.

● **Idéal Standard : La gauche au pouvoir ?... «On continuera la lutte»**

voir page 5

● **Bourgogne-Électronique : 15 travailleurs au prud'homme, le 29 juin**

voir page 4

LE 2^e CONGRÈS DU PCRml

CONGRÈS DE LUTTE, CONGRÈS D'UNITÉ, CONGRÈS DE VICTOIRE

Au Proche Orient, le canon tonne ; à l'extrémité sud de l'Afrique, des milliers d'hommes et de femmes du peuple se lancent à l'assaut du système odieux de l'apartheid. Partout dans le monde, une lutte d'une acuité sans précédent oppose les peuples à leurs ennemis de classe, cependant que les Etats-Unis et l'URSS font peser le danger d'une troisième guerre mondiale.

En France, la bourgeoisie, désarmée, ne sachant plus comment tromper les masses pour maintenir son système d'exploitation, répond par l'intransigeance aux luttes des travailleurs, et mobilise contre elles son appareil de répression. La classe ouvrière, qui se débat pour rejeter le fardeau de la tutelle révisionniste, recherche dans l'action la voie de l'indispensable riposte d'ensemble.

C'est au milieu de ces bouleversements mondiaux, de ce nouveau développement de la crise politique ouverte dans notre pays au lendemain de l'élection présidentielle de 1974, que s'est tenu le 2^e Congrès du Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste. Il en a été une composante, et un élément actif.

LE CONGRÈS DES LUTTES D'AUJOURD'HUI

Et comment pouvait-il en être autrement ? Alors qu'à la tribune, siégeaient nos camarades élus par les cellules de Bourgogne Electronique, où se poursuit le combat pour la réintégration des licenciés ; de la SMN, où le patron Schneider vient justement de lock-outer pour contrer les grèves d'atelier ?

Dans ce congrès, avec eux, les nombreuses cellules ouvrières actives dans les combats de classe de ces dernières années, de la CGEE, de Rhodia et de la SNAV à Lyon, de la CFEM à Fos, de la SAVIEM à Caen, de la Telic de Strasbourg, Cellules construites en plein dans la lutte, comme Manducher à Oyonnax et la Simflex à Bordeaux, comme celle des mineurs de Montceau, nées au moment du procès populaire de Liévin contre les assassins des Houillères. Les camarades handicapés de la cellule du CAT de Besançon témoignaient qu'ils participent entièrement au combat de la classe ouvrière.

Des couches proches de la classe ouvrière, étaient aussi venus les camarades de plusieurs cellules d'hospitaliers, et ceux des organisations du Parti

construites aux PTT dans le cours même de la grande lutte de l'automne 1974.

Le nombre des cellules d'entreprises représentées, comparé avec celui du premier congrès, était éloquent : c'est plusieurs fois qu'elles se sont multipliées ; et d'autres, dans de nombreux endroits, s'approprient à surgir. Mieux, la part qu'elles ont prise aux luttes significatives des derniers mois témoigne du développement d'un parti chaque jour plus en mesure de jouer un rôle actif dans le combat de classes.

Les cellules de quartier aussi, celle de Montrapon à Besançon, d'Hérouville à Caen ou de Châlons-sur-Marne, se trouvent aujourd'hui participer efficacement aux nouvelles formes d'unité populaire qui se dégagent sur ce terrain. La présence d'une délégation de l'Union Communiste de la Jeunesse Révolutionnaire, fondée et dirigée par le Parti, faisait clairement la démonstration que l'avenir est avec les communistes.

DE GRANDS ACQUIS POLITIQUES

Mais ce n'est pas seulement à l'activité du Parti, au développement de son organisation, marqué par un nombre de délégués deux fois supé-

rieur, alors que les normes de représentation étaient bien plus élevées, que se mesurent les pas en avant franchis depuis son premier Congrès. C'est à l'avancée politique réalisée, condition et fondement des efforts pratiques de l'ensemble du Parti. Apprécié en temps voulu, sur la base de la pratique de la lutte des classes, la crise politique du système capitaliste en France ; approfondir, au moment où cette crise peut l'amener au pouvoir, la nature du projet capitaliste d'Etat du P(C)F : ces tâches, menées à bien, ont permis au PCRml, dans les deux années qui ont séparé ses congrès, de mesurer toute l'importance du développement d'un parti prolétarien, d'éclairer les efforts de la classe ouvrière confrontée au révisionnisme. Le deuxième Congrès, dans les différents textes qu'il a discutés et adoptés, a consacré et affiné cet acquis politique. Il lui a donné une portée pratique plus nette encore, en proposant au peuple travailleur la perspective d'un front de lutte contre la

centralisme démocratique et de la ligne de masse en sont les deux résultats essentiels. Le deuxième Congrès lui-même ne pouvait pas échapper à cette loi. Congrès, non pas formel, à la manière de ceux du P(C)F, mais Congrès qui a vu la victoire écrasante du point de vue prolétarien sur une nouvelle forme du point de vue révisionniste, la réalisation d'une unité supérieure sur la base de la lutte, sanctionnée par l'adoption à l'unanimité de son programme et de ses statuts.

Sanctionnant le rôle déterminant joué dans la vie du Parti par ses cellules d'entreprises, le Congrès, qui a ovationné André Roustan, président fondateur, a désigné un Comité Central composé en majorité d'ouvriers. Il a également élu à l'unanimité le secrétariat politique du Parti, composé des camarades Max Cluzot, secrétaire général, Marc André et Charles Villac.

C'est sur ces différents acquis politiques du deuxième Congrès, sur les

TRIBUNE DU II^e CONGRÈS : QUE LE DÉBAT SE POURSUIVE !

Pendant plusieurs semaines, la tribune du II^e Congrès du PCRml s'est tenue dans le «Quotidien du Peuple». Elle a permis, dans le style politique de masse que notre Parti entend donner à son action, de confronter les points de vue de ses militants, de travailleurs révolutionnaires, d'autres organisations, sur de nombreux points cruciaux de notre ligne politique.

Aujourd'hui que cette ligne, concentrée dans le programme est adoptée par notre II^e Congrès, le débat n'est pas pour autant clos. C'est dans son activité politique de tous les jours, dans un mouvement constant de concentration des idées justes des masses, que le parti révolutionnaire élabore et enrichit sa ligne politique. Dans les semaines et les mois à venir, le «Quotidien du Peuple» s'engage à devenir le lieu, toujours plus efficace, de cet indispensable débat.

UNE VICTOIRE DU POINT DE VUE PROLÉTARIEN

Parti qui s'édifie à une période nouvelle de la lutte révolutionnaire, le PCRml ne peut envisager son propre développement comme un processus linéaire, où ses caractéristiques de classe seraient acquises une fois pour toutes. Le moteur de son édification, il l'affirme nettement dans son programme, est la lutte entre les deux voies, voie prolétarienne et voie bourgeoise, dans ses propres rangs. Entre ses deux congrès, elle a connu un important développement, avec le déclenchement d'un mouvement de rectification, visant à le débarrasser des racines idéologiques du révisionnisme, à garantir sur cette base le développement de sa ligne politique prolétarienne. Approfondissement du contenu du

perspectives qu'il a ouvertes, que nous reviendrons au cours de la semaine dans le Quotidien du Peuple, lui-même témoin vivant des progrès effectués par notre Parti au cours des deux dernières années.

L'Humanité Rouge n'était pas là

A notre regret, l'Humanité Rouge, invitée (invitation remise en main propre), n'a pas assisté à la séance de clôture de notre deuxième Congrès, ni adressé de message ou fourni d'explication. Nous ne pouvons que déplorer ce fait, au moment où les efforts pour l'unification des militants qui se réclament du marxisme-léninisme sur la base d'une juste ligne politique, sont plus que jamais nécessaires. Pour notre part, nous proposons à tous les camarades impliqués dans ce processus d'unification, de discuter le programme adopté à notre II^e Congrès, comme nous l'avons fait lors de sa préparation. Nous sommes soucieux de connaître leurs critiques. Aussi, l'absence de l'Humanité Rouge, lors de notre Congrès, contredit-elle cette juste aspiration à l'unité sur la ligne qui est le fait des marxistes-léninistes aujourd'hui. Il ne s'agit sans doute là que d'un obstacle passager dans la voie de l'unité.

A LA SÉANCE DE CLÔTURE, NOMBREUX AMIS FRANÇAIS ET ÉTRANGERS

Vendredi 18 juin, à la Mutualité, se tenait la séance de clôture du deuxième Congrès du PCRml. Dans les premiers rangs, les camarades des organisations étrangères amies, de l'ORT et du PTE pour l'Espagne, de l'OLP, du Front Polisario, de l'Union des Étudiants Iraniens en France, de l'EKKE pour la Grèce, et de plusieurs organisations révolutionnaires françaises : O.C.-GOP, la Cause du Peuple, les CLAJ, O.C.-Révolution, l'Information des Femmes.

Après que le Comité Central, élu par le Congrès, ait pris place à la tribune, autour du secrétariat politique du Parti, la séance était ouverte sous les applaudissements, André Roustan annonçant le succès des travaux de notre Congrès.

Le programme du Parti, qui orientera son activité jusqu'au prochain congrès, a été lu intégralement. Attention soutenue : chaque mot compte, qu'il s'agisse de la partie internationale : «la tendance des peuples à la révolution se développe avec vigueur, ou de «la crise politique de l'impérialisme français, de l'appel : «luttons contre le révisionnisme moderne», de la conclusion : «pour faire la révolution, il faut un parti révolutionnaire». Par moment, en soutien à la Chine et à l'Albanie socialiste, au combat des peuples du Tiers-Monde, en décision de contribuer à l'unité révolutionnaire de la classe ouvrière et des larges masses populaires, les applaudissements éclatent. Cette lecture permet à tous de mesurer avec précision tous les acquis politiques du Parti.

L'INTERNATIONALISME PROLÉTARIEN

Puis, les camarades des organisations étrangères prendront la parole : les camarades espagnols de l'ORT et du PTE d'abord. Avec eux, ce n'est pas seulement la lutte indomptable des peuples d'Espagne

contre le fascisme, c'est aussi l'expression de la solidarité internationale jamais démentie depuis 36, et dont notre Parti a relevé le flambeau, comme l'indiquera le camarade de l'ORT.

Le message du PCMLI insistait sur l'étroite unité de combat entre marxistes-léninistes italiens et français nécessaire à la révolution en Europe.

«Palestine vaincra !» : le camarade qui représente le bureau de l'OLP à Paris évoque le dur combat que mènent aujourd'hui, fraternellement unis, les peuples palestiniens et libanais, leur certitude de la victoire. Le camarade du Front Polisario, accueilli aux cris de «Vive la lutte du peuple sahraoui !» dira que, dans notre Congrès, il ne se sent pas étranger, mais au contraire participant d'un combat commun pour l'émancipation des peuples. Le représentant de l'Union des Étudiants Iraniens, retraçant la lutte des peuples du Moyen-Orient, la terreur que fait peser sur son pays le régime fasciste du Shah, soulignera aussi l'étroite unité de combat qui s'est tissée avec notre Parti.

UN PARTI QUI DÉVELOPPE SES LIENS

Le représentant de l'O.C.-GOP, tout en traçant honnêtement le chemin qui reste à faire, du point de vue de son organisation, pour réaliser l'unité des révolutionnaires, affirme son accord «à 99 %» avec la perspective du front de lutte contre la crise, front révolutionnaire, ouverte par notre Congrès.

Et, tandis que la chorale du Parti chante des chants de la Commune et des luttes d'aujourd'hui, les camarades présents se retrouveront avec les invités, en conclusion de cette enthousiaste séance de clôture, pour des discussions politiques animées autour des rafraichissements.

Cette séance de clôture, aura confirmé la réalité d'un Parti qui développe ses liens, en France comme sur la scène internationale, sur la base d'une ligne politique et idéologique claire et conséquente.

DÉCLARATION D'A. ROUSTAN, PRÉSIDENT FONDATEUR DU PCRml

Congrès de lutte, ce deuxième Congrès de notre Parti a fait apparaître la lutte des classes qui se poursuit dans ses rangs, lutte sans laquelle le PCRml ne s'édifierait pas en Parti enrichi par la pensée Mao Tsé-toung. Congrès d'unité politique, il a adopté un programme qui représente un enrichissement important de notre ligne.

La perspective qu'il a ouverte, du front de lutte contre la crise, permettra au Parti de faire la démonstration qu'il est un parti de masse, un parti unitaire, qui cherche à rassembler autour de lui, sur des bases solides, non seulement les organisations amies, mais toutes les couches populaires qui ont des raisons de combattre le capitalisme dans notre pays.

Il reste à tout le Parti, après ce Congrès qui doit lui permettre de rassembler de nombreux nouveaux militants, à prendre fermement en mains l'application des décisions qu'il a prises.

Les giscardiens sous le chapiteau :

ODIEUX, RIDICULES ET INQUIÉTANTS

Samedi, au Champ de Mars à Paris, s'est tenue la «Convention Nationale» des Républicains Indépendants. Elle a réuni quelques milliers de personnes. Il s'agissait de montrer que leur parti n'était pas un groupuscule de notables, mais un «grand parti populaire». A voir la racaille dorée qui avait déserté les salons pour s'assembler là, c'est un échec lamentable. Comment se faire applaudir par un public de «militants» Républicains Indépendants ?

Voici quelques uns des succès de Fourcade : «Il faut cesser de nous polariser sur les difficultés pour regarder ce qui va bien dans notre pays» (applaudissements).

«Dans notre société, tout le monde doit pouvoir trouver un emploi» (pas de réaction). «Encore faut-il que quand on lui en offre un, il le prenne !» (tonnerre d'applaudissements ; bravo ! Très bien !). «L'indice des prix de mai ne sera pas très bon. La faute en est à une augmentation excessive des salaires ; il faut avoir le courage de le dire» (ovation). Et pour que la claquette lance les huées, il suffit de prononcer les mots «révolution», «collectivisme», «bureaucratie», «totalitarisme... Dans le débat préfabriqué qui se cantonnait à la tribune, animé par des journalistes aux ordres, Elkabache a cependant trouvé le moyen de se faire huer : il a laissé

échapper qu'il y avait un million de chômeurs.

Plusieurs ministres s'en sont donnés à cœur-joie devant ce parterre choisi. On ne saurait dire ce qui l'emportait : le ridicule, quand Christian Bonnet a appelé les citoyens à faire preuve de solidarité avec les agriculteurs en ne gaspillant pas l'eau, à l'instant précis où son garde du corps aspergeait consciencieusement le sol derrière la tribune pour faire tomber la poussière, ou l'odieux, quand il a fini sa péroraison par un : «Il reste beaucoup à faire ; mais nous avons le Chef, nous avons les hommes, nous avons la volonté, et nous le ferons».

Le ridicule, quand, sans rire, malgré son cheveu sur la langue et devant un tel public, Solisson a répété : «Nous sommes vingt cinq mille ce soir...» ou a évoqué «les ouvriers giscardiens». L'odieux,



quand agitant sa mèche, il a proclamé : «Nous sommes le parti de la jeunesse de France», en finissant avec une espèce de salut nazi.

Mais le clou du spectacle, ce fut l'arrivée de Poniowski : toute la salle debout l'a ovationné pendant plusieurs minutes, les drapeaux tricolo-

res s'agitaient, quand il est arrivé, entouré de barbouzes et les mains serrées au-dessus de la tête comme un boxeur. Il fallait voir ces beaux jeunes gens bronzés, en costume clair et cravate, ces messieurs dignes, ces dames en décolleté et collier de perles, scander «Aller Ponia» sur l'air des lampions, et hurler «Pour Ponia, hip-hip-hou-ra». Nouvelle ovation lorsqu'il appuiera, en se rapprochant du micro, sur les mots «fermeté» et «il faut détruire le désordre».

Rassemblement populaire ? Certes non. D'ailleurs, le matin, Dominati avouait à France-Inter qu'il n'espérait guère faire des RI un «parti de masse». Mais ce dont il s'agissait pour lui, c'est d'essayer d'implanter son parti dans les masses, de lui donner cette assise populaire qui lui fait tant défaut ! Il s'agissait aussi de lui donner une structure plus militante, plus efficace, pour qu'il puisse se faire le relais de la politique du libéralisme musclé.

De ce point de vue, certains relents fascistes de ce rassemblement doivent éveiller notre vigilance.

P.G.

● **CAMPAGNE D'INTOX SUR LA SÉCURITÉ DES FRANÇAIS : NOUVEAU DISPOSITIF :** Ponia va maintenant utiliser la télé pour une «campagne d'information sur la prévention des cambriolages» : spots publicitaires avec une vedette de cinéma. Poursuivant la «lettre aux personnes âgées» signée de la main de Ponia, cette campagne sera complétée par une petite brochure disponible dans les commissariats et chez les assureurs.

DÉFICIT COMMERCIAL : LA TENDANCE A LA REPRISE SE CONFIRME

Les échanges extérieurs de la France continuent d'être déficitaires : de 5 714 millions depuis le début de l'année. En mai, ce déficit a atteint 835 millions de francs. Ce déficit est dû à l'augmentation des importations qui progressent plus vite que les exportations, et à l'inflation qui compromet la compétitivité des produits français.

Ces mauvais résultats n'empêchent pas toutefois le ministre du commerce extérieur Raymond Barre de s'estimer satisfait et de pronostiquer un rétablissement de la balance commerciale en fin d'année, à condition que le rythme de l'inflation s'infléchisse. Fourcade a déjà à plusieurs reprises annoncé le retour à l'équilibre de la balance commerciale sans que cela se produise, bien que le prix du pétrole ait sensiblement monté.

INFORMATIONS GENERALES

Tour infernale à Paris

La tour Paris-Lyon à Paris abrite les bureaux de plusieurs entreprises (RATP, Société Nationale des Explosifs et Poudres, Fonds d'action sociale...).

Construite selon les procédés les plus modernes, cette tour de 19 étages dispose d'un système de climatisation pour assurer une atmosphère respirable : au point de vue de la température, de l'humidité, de la teneur en oxygène. Les constructeurs sont tellement sûrs de leur système qu'ils n'ont pas prévu d'ouvertures de fenêtres qui ouvrent, ni de moteur de secours pour la machinerie de climatisation en cas de panne, à moins que ce ne soit par souci d'économie à tout prix. Mais cela, les employés qui travaillent dans la tour ont failli le payer très cher. Vendredi dernier, plusieurs évanouissements se sont produits, l'atmosphère était irrespirable : le système de climatisation était en panne. Il a fallu faire évacuer la tour et plusieurs employées ont dû être hospitalisées dont une qui a été placée sous une

tente à oxygène. Du fait de la panne du climatiseur, les employés se retrouvent en chômage technique et risquent de perdre une partie importante de leur salaire, ils sont ainsi doublement victimes de la défaillance du système de climatisation.

● **DROIT DE LA MER :** A la suite de l'extension à deux cents milles marins d'une zone économique exclusive au large des côtes françaises, le secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères a précisé que cette mesure pourrait s'appliquer aux DOM-TOM et aux «diverses collectivités territoriales». Son ancien empire terrestre fondant à vue d'œil, l'impérialisme français veut-il se constituer un empire marin dans le Pacifique et l'Atlantique ?

Les producteurs d'emballages en polystyrène mettent en garde !

Voilà la circulaire qu'ont reçue certains journalistes :

«URGENT. MISE EN GARDE. N'est pas destiné à la publication, pour votre information personnelle :

- Le Syndicat professionnel des fabricants de matières plastiques et résines synthétiques
- La Chambre syndicale des emballages en matières plastiques
- Le syndicat national des produits laitiers frais
- La Fédération nationale de l'industrie laitière
- L'Association nationale des Industries agricoles et alimentaires
- Le Syndicat national des plastiques alvéolaires

METTENT EN GARDE Messieurs les directeurs de journaux, rédacteurs en chef et rédacteurs contre la tentation légitime à laquelle ils pourraient céder de reprendre sans information contradictoire les échos

récentement parus à propos des emballages plastiques et du polystyrène en particulier.

Les sussignés ont la ferme conviction qu'il s'agit là, une fois de plus, d'une campagne organisée en vue de semer l'effolement parmi les consommateurs sans apporter un seul élément objectif à l'appui de ces dires...»

Etalors ! Il y a quelques semaines, une enquête publiée par «Que Choisir» montrait que les viandes, les produits laitiers, etc... emballés dans le plastique en polystyrène, contiennent du styrène, en quantité largement supérieure à celle autorisée. Des expériences sont entreprises pour détecter une toxicité du styrène.

Tout cela inquiète les producteurs de matières plastiques. En effet, il est tout-à-fait possible de faire des emballages plastiques sans danger : mais ça coûte un peu plus cher...

LE PCF ET LA PUBLICITÉ PATRONALE

«L'Humanité» se plaint, les patrons de la Métallurgie et des mines menacent de lui couper les vivres, en refusant désormais de faire passer des placards publicitaires dans la presse du PCF. «L'Humanité» sous la plume de Cardose s'indigne de ce qu'elle considère comme une atteinte aux libertés. L'importance donnée à cette affaire prouve au moins que la publicité est une source de financement relativement importante pour l'équilibre financier de l'«Humanité» et donc que le PCF, contrairement à ce qu'il prétend dépend des finances patronales.

UNE AUMONE POUR LES VIEUX TRAVAILLEURS

Au 1^{er} juillet, le minimum vieillesse passera de 8 050 F par an à 8 500. Cette augmentation de 5,6 % par rapport au taux du 1^{er} janvier est à peine supérieure à l'indice officiel de la hausse des prix qui sera légèrement supérieure à 5 % pour la même période.

Le ministère du travail affirme : «C'est la première étape pour aboutir, comme prévu, aux 10 000 F par an en 1977». Cela confirme le caractère scandaleusement dérisoire de cette promesse : loin de sortir les vieux travailleurs de la misère où les plonge le capitalisme quand ils ont fini de produire, cette augmentation suffira tout juste à compenser la hausse des prix.

SURSIS POUR L'ARRÊT D'EXPULSION DE MOUSSA KONATE

On se souvient de l'odieuse intervention policière qui a enlevé et expulsé de France seize militants et délégués des foyers Sonacotra en lutte, et de la large solidarité populaire contre cette mesure de Ponia.

Un des délégués expulsés, Moussa Konate, vient d'obtenir le droit de rentrer en France : le conseil d'Etat, auprès duquel il avait formé un recours, vient d'ordonner le sursis à l'arrêt d'expulsion, malgré la demande de non-lieu de Poniowski.

C'est une victoire dans la lutte contre ces expulsions, pour l'égalité des droits politiques entre Français et immigrés, contre les atteintes aux libertés démocratiques. Exigeons l'annulation des sanctions contre les délégués Sonacotra !

LUTTES OUVRIÈRES

Bourgogne-Électronique : 15 TRAVAILLEURS EN PRUD'HOMME, LE 29 JUIN

Lettre de la section CGT du centre de tri PTT d'Arcueil

67, avenue Lénine 94 - Arcueil

Camarades, Après la lutte victorieuse des camarades de Bourgogne Electronique, la direction a voulu faire un exemple, régler ses comptes avec les responsables syndicaux et les travailleurs les plus combattifs. Elle veut imposer le licenciement de 23 camarades dont sept délégués du personnel, une déléguée syndicale et quinze militants CGT et CFDT.

Pour obtenir le licenciement des sept délégués du personnel, il fallait un vote du comité d'entreprise. Pour six d'entre eux, le CE a refusé, mais pour R. Vieillard, secrétaire CFDT, le vote du CE a été majoritairement défavorable. Pour cela, il a fallu que trois membres CGT du CE votent son licenciement approuvant ainsi de fait, le motif du licenciement des 23.

La section CGT d'Arcueil centre de tri PTT condamne cette intolérance.

ble collaboration aux licenciements.

A l'heure où l'on mène la bataille pour le renforcement de la CGT, où des centaines de responsables syndicaux CGT comme CFDT (Câbles de Lyon, SNIAS, Paris-Rhône, etc), sont réprimés, nous ne pouvons tolérer de tels agissements dans nos rangs.

Si nous voulons que notre syndicat soit l'outil de nos luttes quotidiennes et que de nombreux travailleurs nous rejoignent, si nous voulons réaliser l'unité syndicale sur des bases de lutte de classe, si nous voulons faire échec à la politique répressive de la bourgeoisie, imposer les libertés syndicales et démocratiques, nous devons bannir de nos rangs de tels individus.

Salutations syndicalistes.

Pour la Section le Bureau

Jeudi le 17 juin, face aux portes de Bourgogne Electronique, s'est tenu un pique-nique organisé par les 23.

Il y avait cent cinquante travailleurs environ, vu qu'on tournait sur une équipe et la journée normale. Et le pique-nique s'est continué le soir pour l'autre équipe. Nous avons installé une table sur laquelle il y avait toutes les motions de soutien qui nous sont parvenues, avec les affiches sur le travail que les comités de soutien ont fait sur Paris et les autres villes.

Lors des débrayages qu'il y a eu dans tous les centres Thomson, ainsi qu'à Dijon, deux camarades licenciés étaient absentes. Les travailleurs ont demandé où étaient les camarades : nous leur avons expliqué le travail de popularisation que nous faisons à l'extérieur de Dijon. Ils sont venus vers nous, ils ont lu toutes les motions que nous avons reçues.

Ce qui est ressorti de ces discussions : « C'est très bien, on ressent qu'on n'est pas isolé et la répression est partout, pas seulement dans les usines, mais aussi dans la Fonction Publique, et qu'on doit continuer à populariser notre lutte ». Nous recevons des motions de soutien des travailleurs, des personnalités, des sections syndicales com-

me Levallois, PUK, les centres de tri d'Arcueil, etc...

Aujourd'hui, des problèmes se posent entre les 23 et l'UD-CFDT. Les 23 prennent des initiatives concrètes pour continuer à mobiliser les travailleurs de BE ainsi que les autres boîtes, où nous avons reçu une grande solidarité. Le 29 juin, les quinze camarades non couverts passent au tribunal des Prud'hommes pour le jugement de fond : « la faute lourde » qui leur est reprochée : la séquestration.

Si le jugement est en leur faveur, ce sera une nouvelle victoire pour les travailleurs de BE sur le trust Thomson, mais nous savons tous que même si cette nouvelle étape est victorieuse, la direction de BE interjettera l'appel en

grande instance. C'est pourquoi nous, les 23 camarades de BE, nous appelons tous les camarades du trust Thomson, ainsi que les travailleurs de la France entière à venir nous soutenir à Dijon, nous envoyer des télégrammes, des motions de soutien.

C'est tous unis camarades, en tissant un rapport de force que nous ferons céder le patronat et la bourgeoisie.

Tout ce qui se passe aujourd'hui à BE, usine de la Thomson n'est qu'un prélude de ce qui guette les travailleurs de la France entière. Seule une riposte efficace et une riposte massive peuvent faire reculer le patronat et faire reculer ses idées de répression et de tyrannie.

Soyons tous unis pour défendre nos droits, nos salaires et notre dignité.



Centre de tri de Gennevilliers : non aux licenciements !

Jeudi 17 juin, deux auxiliaires recevaient leur lettre de licenciement. Aussitôt, une Assemblée Générale de la brigade (17 - 24 heures) décide de la grève (à 60 %). La brigade de nuit suivra aussi le mouvement. Une délégation à la direction départementale sera prévue pour le lendemain. Vendredi à 10 heures, une trentaine de postiers se retrouvent à Nanterre. La direction départementale refuse toute discussion, confirme les deux licenciements, en rajoute deux autres ainsi qu'un conseil de discipline pour un titulaire. Les motifs invoqués sont nuls (absences irrégulières qui ont été régularisées, départ avant l'heure qui a été récupéré). Vendredi à 17 heures, une Assemblée Générale décide la poursuite de la grève (100 % de grévistes dans la brigade 17 - 24 heures).

POURQUOI CETTE SUBITE RÉPRESSION ?

La direction veut : «Epuiser le centre de tous les éléments indésirables qui n'ont rien à faire dans les postes». Déjà en février, l'administration avait infligé 10 PV 532 (Sanction) à des auxiliaires. Une grève l'avait fait reculer. Aujourd'hui, c'est le même projet : avec le démantèlement à Nanterre et à Issy-les-Moulineaux, il faut se débarrasser «de tout ce qui pourrait remettre en cause» la bonne marche des nouveaux centres.

Dans leur lutte, les postiers devront affronter les manœuvres des faux communistes du P.C.F du bureau départemental CGT. Ceux-ci ayant senti le vent tourner prétendent «soutenir» le mouvement actuellement. En réalité, ce qu'ils veulent, c'est s'appuyer sur cette lutte pour remonter une section CGT sur leur base. En effet, ils viennent de dissoudre l'ancienne section (cf QdP de samedi) laissant ainsi désarmés les travailleurs face à l'administration. Les postiers doivent déjouer leurs manœuvres, refuser qu'ils négocient sur notre dos et remonter dès maintenant une section CGT qui concentre les aspirations à la lutte.

POUR SUIVRE LA LUTTE JUSQU'À LA RÉINTÉGRATION !

Après le week-end, la grève doit se poursuivre. Une Assemblée Générale est prévue ce lundi à 17 heures. Mais pour poursuivre, il faut absolument organiser la lutte, rallier les non-grévistes de jour et de nuit, organiser la popularisation. Voilà quel est l'enjeu de l'Assemblée Générale d'aujourd'hui. De la résolution de ces problèmes, dépend la poursuite de la lutte.

TOUS UNIS CONTRE LA RÉPRESSION ! NON AUX LICENCIEMENTS

Corr. Gennevilliers CTI

Correspondant CLISACT

Trélazé : LA FEMME D'UN CARRIER TRAÎNÉE AU TRIBUNAL PAR UN MÉDECIN !

Aujourd'hui à 14 h, la femme d'un ardoisier doit comparaître devant le tribunal d'instance d'Angers, attaquée par un médecin des ardoisières, pour «propos injurieux et diffamatoires à son égard».

Certaines pratiques révoltantes de la médecine des ardoisières ont été à plusieurs reprises dénoncées par des carriers et leur famille.

Sur Trélazé, une réunion publique organisée à l'initiative de militants du PCRml, avait permis de faire le point sur la médecine des ardoisières qui répare au plus juste prix les carriers et leurs familles. C'est au cours de cette réunion que le docteur Vigie (d'ailleurs absent...) a été mis en cause par plusieurs femmes de carriers, dont madame X.

A Trélazé, comme partout ailleurs, la répression s'abat quand les travailleurs font entendre leur voix.

Les représentants de la bourgeoisie ripostent en envoyant leurs flics, leurs chiens policiers ou en traquant les travailleurs devant la justice : ce sont des mesures d'intimidation pour tenter de les empêcher de parler.

Aux ardoisières, la santé des travailleurs est mise en danger à chaque instant : les mauvaises conditions de travail, le salaire au rendement provoquent des accidents et des maladies professionnelles (schistosés, rhumatismes).

Les médecins-conseils des mines, en refusant de reconnaître ces maladies, en ne

reconnaissant que des taux de schistosé dérisoires, font le jeu des patrons.

La médecine des ardoisières dite au service des travailleurs, comporte en fait les mêmes carences que la médecine libérale : elle néglige de la même façon la santé des carriers et de leur famille.

Avec l'aide du CLISACT, les ouvriers de l'aluminium et les paysans des vallées pyrénéennes et alpines qui commencent l'enquête sur le fluor, les travailleurs de la Samaritaine qui luttent pour faire la vérité sur l'accident mortel de février dernier, et faire connaître leurs conditions de travail, les ouvriers de Sanders qui luttent contre les maladies professionnelles, montrent la voie à suivre.

A Trélazé, c'est par une mobilisation de toute la population que l'enquête pourra avancer, et la lutte s'engager :

- contre cette oppression
- pour obtenir des soins corrects et un contrôle effectif des carriers sur la médecine.

Le PCRml appelle tous les travailleurs de Trélazé à soutenir Mme X... par leur présence massive au procès, par leurs témoignages sur la médecine à Trélazé.

SEP (Bordeaux) : réintégration des cinq licenciés !

Samedi, à Bordeaux, les travailleurs de la SEP en lutte contre la répression, organisaient une journée d'information et de popularisation. De nombreux panneaux et banderoles appelaient à la lutte. D'autres expliquaient pourquoi de nombreuses autres usines étaient en grève dans la région (Barbot, Siemens, Ford...). Une pétition exigeant la réintégration des travailleurs de la SEP a recueilli de très nombreuses signatures. Cette première journée a permis de briser l'isolement dans lequel la bourgeoisie veut enfermer cette lutte. Mais cela n'est qu'un début. Aujourd'hui, le comité de soutien va se réunir. Un meeting est organisé pour vendredi soir. La section syndicale de la SEP a décidé de prendre contact avec d'autres usines en lutte contre la répression (Bourgogne-Électronique, etc...). Réintégration des cinq licenciés !

Faculté de Dauphine : DÉBAT AVEC DES TRAVAILLEURS SUR LE RÔLE DES CADRES.

Vendredi 19 juin, une fête était organisée par des étudiants de Dauphine, qui avait le mérite d'avoir prévu des forums sur le rôle des cadres, les conditions de travail, la répression autour de la lutte de Bourgogne Electronique.

Un débat unique rassemblait tous les assistants autour de ces trois thèmes et s'engageait sur le rôle des cadres autour de la question : «les cadres qui sont salariés font-ils partie ou non de la classe ouvrière ?», «les deux sortes de cadres : répressifs

et travaillant pour la production»...

Après des considérations économicistes sur l'ingérence US dans les capitaux de Bendix, la discussion était recentrée par les interventions des travailleurs de Bendix, de Sanders, et un médecin du CLISACT, sur le fait que la technique n'est pas neutre et que les cadres, quand ils s'occupent de production, c'est le plus souvent pour l'augmenter et rentabiliser encore le travail des ouvriers.

L'exemple positif du travail engagé par les travailleurs de Sanders et les militants du CLISACT fut expliqué : une réunion très riche avait eu lieu la veille, rassemblant une vingtaine de travailleurs des différents corps de métier (ouvriers, imprimeurs, dactylos, laborantines...) de cette usine, et des militants du CLISACT. Cette réunion a permis de concrétiser l'unité populaire à deux niveaux : entre les différents ateliers, et entre travailleurs et techniciens remettant en cause le rôle que veut leur faire jouer la bourgeoisie à son service, et mettant leurs connaissances au service des luttes des travailleurs.

LUTTES OUVRIÈRES

S.M.N. (Caen) CONTRE LE CHANTAGE PATRONAL, L'UNITÉ ENTRE GRÉVISTES ET LOCK-OUTÉS EST LA CONDITION PRINCIPALE DE LA VICTOIRE !

L'enjeu de la lutte est clairement ressenti par une bonne partie des travailleurs, mais c'est le problème de la lutte dans les syndicats qui n'est pas ressenti pleinement et les perspectives de l'unité des travailleurs (grévistes et lock-outés) qui doivent se transformer en alternative concrète.

LES PARTIS DE GAUCHE DIVISENT LES TRAVAILLEURS

La grande déception des travailleurs, c'est la querelle CGT-CFDT. Les gars commencent à marquer leur désapprobation à ce sujet, et l'idée d'un syndicat unique revient souvent dans les discussions. De nombreuses réflexions jaillissent lorsqu'on en parle : « Si ça continue, ce qui se passera c'est que les travailleurs prendront leurs affaires eux-mêmes en mains ». Cette aspiration à

Le patron a mis ses premières menaces à exécution (c'est-à-dire le lock-out de plusieurs secteurs). La combativité n'est pas tombée pour cela, et les ripostes au lock-out ont été nombreuses. La direction a annoncé en réunion de comité d'entreprise et largement dans la presse régionale et à Télé-Normandie que « si les débrayages persistent sur la ligne principale de fabrication, l'usine fermerait un mois ». Malgré ce chantage, le train de 900 a encore débrayé vendredi au poste de 2-10. Il faudra donc amener la lutte à un niveau supérieur pour faire lâcher la direction.

prendre en mains la lutte est très forte.

Lors du meeting de mercredi qui a été un demi-échec (les réformistes dans la CFDT ayant tout fait pour cela), la discussion a été très intéressante, et lorsque l'un d'eux a interpellé le délégué CGT après sa harangue en disant : « La solution, c'est d'abattre les capitalistes par une révolution ! », tous ont applaudi.

La position des réformistes dans la CFDT reflète bien

l'orientation du 37^e congrès (c'est-à-dire la chasse aux révolutionnaires). La position des communistes dans les syndicats est de développer l'unité et l'initiative des travailleurs. Ceci va à l'encontre du jeu des réformistes qui nous accusent maintenant de faire le jeu de la CGT. Mais les partis de la « gauche » sont en mauvaise posture aujourd'hui. Le P«C»F qui veut montrer que lui seul contrôle les luttes se voit dépassé par la volonté des travailleurs de

riposter au lock-out. Quant au PS, par la voix de la direction CFDT, il propose en riposte au lock-out : la loi bourgeoise (le lock-out est illégal) et... la caisse de grève CFDT !

L'UNITÉ EST LA CONDITION PRINCIPALE DE LA VICTOIRE

Riposter au lock-out, d'après eux serait de « l'aventurisme », ce serait « tomber dans le piège patronal ». Cela écoeure les travailleurs. L'unité est donc bien la condition principale de la victoire. C'est aux communistes révolutionnaires de transformer en initiative cette volonté des travailleurs de prendre la lutte en mains, de développer l'unité populaire contre la répression.

Correspondant cellule SMN du PCRml

Les grévistes du Foyer Moïse (Rouen) «NOUS REFUSONS D'ÊTRE TRAITÉS COMME DES ESCLAVES»

Depuis le mois d'Octobre de nombreux travailleurs du foyer Moïse font la grève des loyers (moins de la moitié continuent de payer à la direction).

Le point de départ de la lutte a été le refus du gérant de trouver des chambres à des gens qu'il faisait coucher dans la salle de télé en leur faisant payer loyer normal et l'état lamentable des installations sanitaires (sur 30 douches, 3 en état de marche !). A partir de là, c'est l'ensemble des conditions d'existence dans le foyer qui ont été dénoncées.

Le foyer Moïse regroupe 250 travailleurs immigrés (sénégalais et mauritaniens); l'apparence extérieure moderne et assez engageante de ce foyer - construit récemment - contraste avec le délabrement des lieux, l'absence de liberté, la promiscuité où vivent les travailleurs ; il y a 3 ou 4 lits par chambre (le loyer étant de 155 F par lit), une seule cuisine pas de salle de réunion, un seul téléphone, placé sous la surveillance du gérant, de nombreuses chambres ne ferment pas à clé... Le gérant entretient la pagaille et les rivalités ethniques pour régner en maître et continuer à se remplir les poches. Il s'est entouré d'une véritable clientèle formée de membres de sa famille et de gens qu'il a logé gratuitement.

Mauritanien, il essaie de casser la lutte en dressant les mauritaniens (qui sont minoritaires dans le foyer) contre les sénégalais. Les grévistes dénoncent ces manœuvres et sont bien décidés à ne pas tomber dans le piège de la division : « il y a parmi nous aussi bien des Mauritanien que des Sénégalais ; nous voulons le départ du gérant parce qu'il nous traite tous en esclaves ».

Ils se sont unis sur un cahier de revendications où ils demandent entre autres : le départ du gérant, un véritable entretien du foyer, une salle de réunion, la reconnaissance par la direction du foyer de leurs délégués élus, la révision du règlement intérieur (ils sont en train d'en élaborer un autre).

Jusqu'ici la direction a répondu en lâchant quelques miettes (réparation des douches, réfection des peintures) et en intentant un procès en saisie contre 12 grévistes, nouvelle manœuvre de division à laquelle ils ont riposté en refusant de se présenter devant le tribunal le 20 Mai.

Quand au consul du Sénégal et de Mauritanie qui appartient à l'organisme gérant le foyer, il n'a pas daigné répondre aux lettres des grévistes.

Alors au foyer la grève continue : les travailleurs ont assigné le gérant devant le tribunal, ils ont pris contact avec des travailleurs immigrés d'autres foyers et ont reçu leur soutien. Car leur plus grand atout, c'est effectivement l'unité : unité à l'intérieur du foyer par une prise en charge collective de la lutte, unité avec les travailleurs de l'extérieur pour briser l'isolement.

R. FEUILLET

Corr. Rouen.

Idéal Standard (Dammarié-les-Lys)

"LA GAUCHE AU POUVOIR ? ..ON CONTINUERA LA LUTTE"

Les travailleurs de l'entreprise Idéal Standard à Dammarié-les-Lys entament leur huitième mois de grève pour s'opposer à la fermeture. La section CGT qui prépare fébrilement le « rallye des bradés » de Saint-Étienne, est dirigé par des militants organisés au P«C»F qui, de fait, développent une pratique syndicale, et étant porteurs d'un certain nombre d'aspirations, ne peuvent, à terme, que rentrer en contradiction avec la ligne du P«C»F.

« Notre usine est viable, disent ces militants, car ce qu'on fabrique, les travailleurs en ont besoin. Mais ça n'intéresse pas les capitalistes... Pour relancer l'emploi, satisfaire les besoins, il faut effectuer la relance comme dit la gauche : « Les boîtes embaucheront, avec l'augmentation des salaires, elles produiront plus ».

« A Idéal-Standard, par la lutte en 68, nous avons pu arracher des augmentations substantielles de salaire », ajoutent-ils. C'est vrai, mais le patronat « dont le but est le profit » comme ils le soulignent justement, a eu vite fait de la réduire à néant par l'augmentation des prix, l'augmentation des cadences. Et aujourd'hui, ce sont les licenciements. D'ailleurs, ces militants ne

disent-ils pas eux-mêmes qu'en système capitaliste, la reprise ne peut que se faire sur le dos des travailleurs ?

« Si un patron reprend et relance notre affaire, on ne va pas refuser. Mais on ne va pas le porter aux nues. Car s'il relance l'affaire, ce sera pour le profit. Il va falloir continuer à se battre pour les revendications (salaires, emploi), pour le maintien des avantages acquis ».

Ils ajoutent : « L'usine Rapido en voie de liquidation, une société allemande s'est proposée de la reprendre en disant « je reprends tout le monde avec ». Mais cette reprise, ça signifie qu'il y aura à nouveau des licenciements dans deux ans. Il faut donc se battre constamment ».

« Oui mais, disent-ils, pour régler tout cela, il faut une révolution. En 68, ça ne pouvait pas faire une révolution. Il n'y a pas eu de préparation politique, ça a été un mouvement spontané. Il a fallu prendre le train en marche, parer au plus pressé. Il y avait grève partout, mais ce n'était pas vraiment un mouvement national, les revendications étaient propres aux boîtes ».

« Mais aujourd'hui, c'est différent, car il y a un débouché politique : la



gauche et plus particulièrement ce que propose notre parti : le P«C»F : les nationalisations ».

LES NATIONALISATIONS REGARDONS LES FAITS

Les nationalisations vont donner le pouvoir aux travailleurs ? Mais Renault, son expansion, sa « bonne santé » dont les dirigeants du P«C»F sont si fiers, sur quoi se fait-elle sinon sur la surexploitation des travailleurs contre laquelle ceux-ci ont justement, particulièrement depuis 71, mené la lutte (contre les cadences infernales, le salaire au poste ?)

Mais « la nationalisation permettra d'assurer les restructurations de l'appareil productif », que signifie donc cela, sinon éliminer les secteurs non rentables, licencier les travailleurs en trop comme cela se fait à Idéal Standard ? D'ailleurs le P«C»F n'accepte-t-il déjà

pas ces restructurations « indispensables à l'économie moderne » (entendez à l'économie capitaliste) comme ils disent, quand dans les luttes ils proposent d'accepter les licenciements pour peu qu'il y ait des reclassements ? A Idéal Standard, les travailleurs l'ont compris... Et sous prétexte de « réa-

lisme » qu'a fait le P«C»F qui dirige la CGT-LIP, sinon calomnier la lutte des travailleurs pour « pas un seul licenciement » ?

D'ailleurs, à Idéal Standard, les militants CGT disent justement : « Avec la gauche au pouvoir, la lutte ne va pas s'arrêter, loin de là ».

LE « RALLYE DES BRADES » : QUELLES PERSPECTIVES ?

Et que nous propose donc le P«C»F dans la CGT, le 23 pour refuser de faire les frais des restructurations capitalistes ? Ce qui gêne le plus comme ils le disent dans la Vie Ouvrière du 9/6, c'est plutôt que « des conflits aigus, parfois longs s'accumulent ».

Alors que les travailleurs cherchent des perspectives, alors qu'à Idéal Standard, la section CGT agit pour que syndiqués et

non syndiqués y prennent une part active, le souci des gens du P«C»F dans la CGT est « de négocier au plus vite » comme dernièrement pour le Parisien Libéré, ce conflit « qui devient anormalement long » comme ils disent ! Que nous proposent-ils le 23 sinon de défendre la compétitivité de notre économie nationale ? A Idéal Standard, il faut en tirer toutes les conséquences.

en bref...
o Les travailleurs du CNES (Centre National d'Études Spatiales) à Toulouse rentrent de nouveau en lutte contre le démantèlement. 30 licenciements nominatifs ont été annoncés pour le 15 juin dans le centre de Toulouse. Les 1 000 travailleurs du CNES refusent ce plan et se sont mis en lutte le 10 juin.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Sérvices policiers dans le Var :

LES VICTIMES ACCUSENT

(2) LES CITÉS OUVRIÈRES DE LA CIOTAT

En sortant de la Ciotat, sur la route de Toulon, une cité ouvrière : «L'Abeille». «Là on pourra en voir plusieurs, sept ou huit qui ont «morflé», me dit un des jeunes «en liberté provisoire». Ce n'est pas un hasard, tous sauf deux sont d'origine ouvrière et ouvriers ou apprentis eux-mêmes. Dans cette cité rejetée hors de la ville, aucun moyen de se

divertir comme dans toutes les cités ouvrières, «ici, nombreux sont les travailleurs des chantiers de la Ciotat» me dit le père de l'un d'eux. Refuser aux jeunes le droit de se divertir ou de s'instruire sur des sujets, créer des cités ouvrières ennuyeuses qui entraînent à la délinquance pour pouvoir la réprimer et trouver ainsi un prétexte pour ren-

forcer les effectifs de la police contre les travailleurs en lutte, voilà à quoi veut parvenir la bourgeoisie qui n'arrive plus à tromper les jeunes ! Cette révolte inconsciente pour la plupart, contre l'anarchie de la société capitaliste qui les oblige à se déplacer tous plus loin pour essayer de se divertir en dépensant toute leur paye de la semaine, la

bourgeoisie parvient encore à la détourner en créant l'esprit de «bandes» ; ainsi, depuis plus de trente ans, il est acquis pour tous que «les jeunes de la Ciotat et les jeunes de Toulon se sont toujours battus entre eux, très souvent pour une question de filles». Tant que les jeunes considèrent leurs voisins comme l'ennemi à frapper, chacun de leur patron peut tranquillement les exploiter. Cette révolte détournée permet à la presse «bien pensante» d'alimenter chaque jour les campagnes anti-jeunes comme nous le prouvent les textes hystériques du torchon raciste et fasciste «Le Méridional» qui n'hésite pas à parler «d'émeute de Saint Cyr» !

«Ils sont venus chez moi, le mardi 8 juin, dans la matinée, ils ont laissé une convocation.

Avec mon père, nous avons écrit à un avocat et je suis allé faire un certificat médical préventif dans l'après-midi» (précisons que le père est un militant ouvrier de longue date qui sait ce que le mot répression veut dire). «J'ai dit de le faire, pour avoir la preuve qu'avant son arrivée à la gendarmerie, il était «en bonne et due forme», explique-t-il.

«QUAND J'AI VU L'ÉTAT DES MES COPAINS...»

«Ensuite je suis allé à la gendarmerie avec mon père, un copain était déjà là, j'ai attendu avec lui. Ils ont fait partir mon père car je suis majeur et ils lui ont dit de revenir à 18 H. J'ai attendu mon tour de 2 h30 à 6 h, pendant ces trois heures et demi, il n'y a que deux collègues qui sont passés entre leurs mains, ils ont eu le temps de les arranger. J'en ai vu un sortir du bureau, en slip, il se déplaçait avec la chaise et les menottes pour signer des feuilles, il avait les yeux tout enflés et des bleus sous les yeux. Puis un autre, en slip aussi, les mains attachées derrière le dos nu, on y voyait nettement une vingtaine de traces de coups de talons, c'était bien comme des caillots de sang sous la peau. J'avais envie de partir. A 18 H, mon père et un ami sont venus, ils se sont fait remballer. «Quand est arrivé mon tour, ils m'ont fait jurer de dire la vérité, toute la vérité... etc...»

LA MISE EN CONFIANCE...

«L'adjutant : «Vous êtes ici pour la bagarre de St Cyr, tes copains ont déjà avoué que tu as participé à la bagarre, lancé des projectiles contre la «chenille» en y mettant le feu et que tu as renversé la vitrine. Je ne cherche pas à t'accuser toi, je sais que c'est... le chef, tu prendras moins que lui».

«Il m'a montré plusieurs dépositions en tournant autour de moi et en me montrant mon nom sur chacune d'elles».

«Je n'ai pas le droit de te les montrer, mais comme tu as l'air brave... Ce n'est pas pour te faire parler, mais pour voir si tu es franc, si tu n'as pas peur de dire tout ce que tu as fait. Maintenant, je vais te questionner et tu vas répondre sans dire de mensonges, tu as

juré !»

«Je lui ai dit que j'étais venu à la fête en vélomoteur et que là j'ai rejoint les copains, nous sommes allés au bal et dès le début de la bagarre, je suis parti».

«non.»

«Tu me prends pour un imbécile, quoi ? Je suis gentil, je vais recommencer, mais cette fois, dis la vérité.»

«J'ai recommencé à redire la même vérité, ils m'ont donné une première gifflé, puis une deuxième.»

«Tu es venu en voiture avec plusieurs collègues, c'est vrai ?»

«Non.»

Là, il m'a alors pris à coups de poings dans la figure, je commençais à me protéger le visage et la tête avec les mains.»

«Mets tes mains derrière le dos. Alors comment es-tu venu ?»

«Je disais toujours pareil, ils continuaient à me tourner autour, c'était difficile pour me protéger, il me donnait des manchettes sur la nuque et des coups sur la tête. Il a demandé à son collègue de préparer les feuilles pour la déposition.»

«On va quand même y écrire ses mensonges. Tu ferais mieux d'avouer tout ce que je t'ai dit, sinon tu risques de prendre encore plus de prison. Enlève ton froc !»

«Jel'ai fait, il m'a attaché avec les menottes dans le dos.»

«Comme tu as la tête dure, tu vas «morfler» plus que les autres, crie l'adjutant. On va recommencer l'interrogatoire et mon collègue va noter tes mensonges... Tu es venu en vélomoteur, tout seul ?»

«oui.»

Il gueulait, et me frappait de partout, j'essayais d'éviter les coups dans la figure, mais avec les mains attachées, je ne pouvais plus.

Puis, j'ai eu droit à un entracte : ils ont bu le pastis en faisant exprès de dire à haute voix : «Lui, c'est un dur, il va morfler plus que les autres». C'est reparti de plus belle, il frappait de plus en plus fort en hurlant que mes copains avaient tout avoué et que je ferais mieux d'en faire autant.»



L'image du «brave» gendarme était déjà bien usée...

EXTRAIT DU TÉMOIGNAGE D'UN DES JEUNES INCULPÉS

Réunis autour d'une table chez l'un d'eux, les jeunes «passés à tabac» ont pu se rendre compte que la démarche avait été la même pour tous à quelques détails près. Écoutons le témoignage de l'un d'eux :

4 MORTS INEXPLIQUÉES DANS LE SUD-EST :

Des enfants suspects de méningite

Trois enfants de neuf mois, onze mois, et trois ans du Var, un quatrième d'Aix sont morts après avoir présenté des signes de méningite. Dix autres enfants, hospitalisés et traités à temps sont en voie de guérison dans la même région.

Jusqu'ici, les analyses pratiquées n'ont pas permis d'identifier le méningocoque, germe responsable de la forme la plus fréquente et la plus grave de méningite. Les écoles et habitations des enfants malades ont été désinfectées par mesure de précaution.

Qu'il s'agisse de méningite même grave, ou de déshydratation aiguë (à l'occasion d'une autre infection : diarrhée, angine...), retentissant sur le cerveau et donnant des signes ou un «syndrome» méningé), ces morts en série ne peuvent s'expliquer que par erreur de diagnostic et traitement insuffisant.

LA MÉNINGITE À MÉNINGOCOQUES

C'est une maladie redoutable lorsqu'elle survient pendant une catastrophe naturelle, dans un pays où les moyens d'hygiène et de médicaments sont insuffisants, enfin chez les enfants en mauvais état général.

Reconnue et traitée à temps, (la pénicilline à doses suffisantes est l'antibiotique le plus efficace contre le méningocoque), elle ne laisse aucune séquelle.

SUR QUELS SIGNES DOIT-ON S'INQUIÉTER ?

Les signes de méningite et ceux de déshydratation aiguë sont les mêmes : maux de tête, apathie ou excitation, vomissements sans effort. Progressifs dans une déshydratation, ils sont très brutaux d'apparition dans une méningite à méningocoques ; le danger de cette méningite est qu'après quelques heures, parfois, les signes s'estompent

pour reparaitre un à deux jours après : l'enfant ne joue plus, est pâle, «mou», ressent des douleurs au niveau des articulations, se couvre de plaques et tâches rouges qui signalent la dissémination sanguine du microbe.

QUE DOIT-ON FAIRE DEVANT DES SIGNES «MÉNINGÉS» ?

A cause de l'accalmie trompeuse, il est nécessaire en cas de doute et en

période d'épidémie, de conduire un enfant qui a brutalement changé d'attitude et présente deux ou trois des signes décrits plus haut, à l'hôpital d'enfants le plus proche.

Une analyse du liquide rachidien sera faite par ponction lombaire (geste sans danger et non douloureux chez l'enfant), il sera surveillé et réhydraté et mis sous antibiotiques.

Docteur QdP

La sécheresse dans le Gers

Le ciel était couvert dans plusieurs régions ce week-end, il a plu en quelques endroits mais très insuffisamment et sur l'ensemble du pays, l'absence persistante de pluie aggrave chaque jour la sécheresse et compromet gravement les récoltes et la situation des paysans, Écoutons ce qu'en dit un paysan du Gers.

Interview d'un paysan

—Le Quotidien du Peuple : Que faudrait-il faire contre cette sécheresse ?

—Maintenant, c'est trop tard, c'est avant qu'il aurait fallu prévoir ! Il y en a bien qui arrosent, mais qui ? Ceux qui ont les moyens bien sûr ! Et encore faut-il avoir de l'eau, même les lacs ne sont pas pleins.

—Pour les céréales, comment ça se présente ?

—Pour les céréales d'hiver, il y a de la perte mais il faut encore attendre pour voir les dégâts. Le blé et l'avoine devraient faire quand même. 20 %

de perte environ et cela peut changer suivant le coin ou la nature du terrain, sur les plateaux calcaires, tout crève.

Pour les récoltes de printemps, il en est tout autrement : les orges et les blés séchent trop vite et trop tôt. «Trois semaines», là encore, tout dépend de la nature du terrain dans les terres fortes, argileuses, tout se fend et sur les plateaux, tout cuit. S'il ne pleut pas d'ici une semaine, les tournesols, sorgho et maïs sont foutus.

Les fèves et les luzernes n'arrivent pas à fleurir et quand elles y arri-

vent les fleurs avortent, brûlées. La même chose risque d'arriver pour les betteraves de graine !

Pour le moment, la vigne est la seule à ne pas souffrir du manque d'eau mais que nous réserve l'été ? Il faudra bien de l'eau pour faire gonfler les raisins en juillet-août.

Encore une chose à laquelle on pense moins mais qui est importante pour nous, le jardin potager : on n'aura rien à moins de pouvoir bien arroser, mais ce n'est pas toujours possible. Les pommes de terre sont comme des noix et elles crèvent, les haricots ne poussent plus, etc... Il nous faudra tout acheter et très cher car, là encore, on subit les intermédiaires pour un produit que nous produisons. Quand on vend, c'est toujours bon marché et quand on achète, toujours cher.

LA «SÉRÉNITÉ» DU PRÉFET DUGERS

En réponse à la lettre d'un conseiller général concernant les mesures prises par les pouvoirs publics pour combattre les effets de la sécheresse, le préfet de ce département écrit entre autre : «Connaissant le tempérament gascon, je suis certain que les agriculteurs gersois sauront supporter avec courage et sérénité les dures privations actuellement et qui, je l'espère, ne seront que très passagères». Monsieur le préfet espère que les paysans subiront sans réagir et surtout sans manifester, les conséquences de la sécheresse et l'immobilisme du pouvoir face à la situation. Il se trompe !

INTERNATIONAL

Au terme d'une morne campagne

L'ITALIE VOTE DANS L'INDIFFERENCE

Suite de la une

Les derniers jours, une bataille s'est livrée entre le P«C» et la DC sur les poursuites à entreprendre contre les anciens ministres de la défense et contre l'ancien président du conseil Mariano Rumor, à qui il est reproché d'avoir trop étanché leur soif avec les pots de vins de la Lockheed. Ces poursuites feront l'objet d'une enquête après les élections. La corruption de la démocratie chrétienne est telle que le directeur de la feuille réactionnaire «Il Giornale», Montanelli a appelé ses lecteurs à «voter démocrate-chrétien en se bouchant le nez».

La tactique du P«C» est claire : il s'agit de transformer la consultation électorale d'aujourd'hui en des élections contre la Démocratie Chrétienne. Cette manœuvre du parti révisionniste bénéficie d'une base réelle dans une partie des masses, prompts à ramener la crise politique du capitalisme italien à la



PCI : le crétinisme du pourcentage

crise du parti démocrate chrétien. Ceux qui procèdent à cette réduction expliqueront que, depuis

trente ans, ils ont dû glisser des enveloppes à la Démocratie Chrétienne pour avoir leur HLM ou les papiers qui leur manquaient, et qu'ils veulent aujourd'hui que cela cesse.

En remuant la boue de la Démocratie Chrétienne, le P«C» espère apparaître comme un parti propre. C'est oublier un peu trop facilement le récent scandale de la municipalité révisionniste de Palerme qui s'était, elle aussi,

livrée commerce des permis de construire. Qui plus est, la manœuvre du P«C» renforce le scepticisme des masses à l'égard de l'ensemble du personnel politique de la bourgeoisie. Quand on vous dit ici : «Tutti ladri» (tous des voleurs), il faut comprendre que même si l'on vote pour le P«C» parce qu'on ne veut plus du tout de la Démocratie Chrétienne, on ne se fait pas d'illusions sur un changement en profondeur. Tout au plus, espère-t-on un aménagement de la crise par la suppression de ses effets les plus criants.

ET MARDI ?

On ne connaîtra que mardi dans la journée les résultats des élections qui se déroulaient hier et aujourd'hui. Les sondages donnent 34 % à la DC (soit

un recul de 2 %), 33 % au PC, 12,5 % au PSI, 2 à 3 % à la «Démocratie Proletarienne». Cette poussée des partis de «gauche» par rapport aux élections de 1972 est parfois expliquée ici par le fait que cinq millions de jeunes vont voter pour la première fois et que la majorité d'entre eux est victime de la crise et sans emploi.

Ce qui est sûr, c'est que nombreux seront ceux qui iront aux urnes parce que les municipalités remboursent la moitié des frais de déplacements des 400 000 électeurs obligés de quitter leurs villes d'origine pour trouver du travail ailleurs. Pour comprendre cette forte participation probable, il faut aller dans la gare centrale de Milan. Ils sont des dizaines à attendre des heures au guichet pour se voir délivrer leurs billets. Tous sont originaires du Sud,

employés par les patrons du Nord, issus de familles nombreuses, obligés d'émigrer pour survivre, ils voient dans ces élections la possibilité de rentrer dans leurs familles à moindres frais. Ces ouvriers Napolitains avec lesquels nous avons fait le long voyage vers le Sud, résume ainsi la situation : «Emigrés en France, en Australie, en Allemagne, nous avons pu nous retrouver en famille pour la première fois depuis des années».

Et mardi, après les élections ? Mardi, ils repartiront tous, à Milan, à Francfort, en Australie, pour retrouver l'exploitation capitaliste dont ils sont victimes ; car telle est bien la conclusion qu'on peut tirer de ces élections : les partis au pouvoir changeront peut-être, mais la misère restera la même.

Europe :

LE MODÈLE SOCIAL-DÉMOCRATE

Trois pays européens sont à l'heure actuelle dirigés par des partis socialistes : l'Angleterre, l'Allemagne et la Suède. Dans ces trois pays, la collaboration de classe s'exerce directement contre les travailleurs.

Trois faits récents en font foi.

En Angleterre, les trade-unions ont finalement voté à la majorité les blocages de salaires décidés par le gouvernement, malgré l'hostilité d'une grande partie des travailleurs. Le principal argument a été de dire que le rejet de cette loi conduisait à mettre en difficulté le gouvernement travailliste !

En Allemagne, la cogestion sera étendue à partir du 1^{er} juillet : les ouvriers seront représentés à égalité, par

l'intermédiaire des syndicats, avec les patrons dans les conseils d'administration des entreprises de plus de deux mille ouvriers. Les décisions du conseil d'administration dépendront du veto des actionnaires qui choisiront seuls le directeur.

En Suède, enfin, pour mettre un terme aux grèves «sauvages» dont la plus célèbre est la grève des mineurs de Kiruna, le parlement a voté une nouvelle loi de cogestion. Au terme de cette loi, les dirigeants syndicaux pourront opposer leur veto contre toute grève, et permettre ainsi aux patrons qui ont «le droit de diriger et d'organiser le travail» de licencier les grévistes, et même «ceux qui entravent la marche normale de l'activité syndicale».

en bref...

• DJIBOUTI :

Hassan Gouled, président de la Ligue Populaire Africaine pour l'Indépendance a déclaré : «La LPAI ne saurait négocier la dignité du peuple de Djibouti en laissant la puissance administrante déterminer arbitrairement quels doivent être les citoyens de notre pays».

En effet, le projet de loi sur la nationalité du dernier conseil des ministres n'est pas conforme au texte qui avait reçu l'agrément de la LPAI.

• THAILANDE :

Les guerilleros ont attaqué jeudi un «village de volontaires» à 400 km au Nord-Est de Bangkok. Le village a été sérieusement endommagé.

• PALESTINE :

Les autorités d'occupation ont condamné à mort le combattant Moussa Hussein Takala. Celui-ci faisait partie d'un commando qui avait affronté les troupes sionistes en plein Tel-Aviv en mars 1975.

en bref...

Espagne

LA PRÉPARATION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DES COMMISSIONS OUVRIÈRES

La situation politique en Espagne se caractérise comme une période de consolidation des forces dans le camp du peuple. A travers les luttes qui se sont déroulées cette semaine, particulièrement dans la métallurgie et la chimie, ainsi que dans les quartiers, s'exprime le mécontentement populaire devant la politique de bas salaires du gouvernement et la cherté de la vie. L'activité politique la plus importante de ces derniers jours est centrée autour de la préparation de l'Assemblée Nationale des Commissions Ouvrières qui doit se tenir dans les derniers jours de juin.

UN LARGE DÉBAT DANS LES USINES

Des assemblées dans différentes zones et secteurs de la production se sont tenues pour préparer l'assemblée nationale à laquelle sont invités tous les travailleurs, membres ou non des Commissions Ouvrières pour discuter des problèmes fondamentaux de l'heure : la mise sur pied d'une authentique alternative démocratique et unitaire qui permette les libertés, le futur syndicat. Dans cette campagne, positions révisionnistes et positions révolutionnaires (ORT

et PTE surtout) s'affrontent très durement. Dans les assemblées, les militants révolutionnaires expliquent comment il ne peut y avoir de «pacte social» avec la grande bourgeoisie, ni aujourd'hui, ni lorsque la démocratie aura été obtenue. Ils n'admettent aucune espèce de pacte social qui soumette la classe ouvrière aux intérêts de l'oligarchie ; un tel pacte, proposé par les révisionnistes, est contraire à la lutte de classe qui se déroule en des termes de plus en plus clairs aujourd'hui en Espagne entre la grande bourgeoisie oligarchique et le reste du peuple.

On ne sait si cette assemblée sera autorisée, mais les révolutionnaires sont décidés à la tenir de toute façon et la préparer en conséquence.

DIVERGENCES ET MANŒUVRES DANS LA COORDINATRICE SYNDICALE

Au moment où se prépare cette assemblée nationale des commissions ouvrières, qui signifie un renforcement de ces organisations de lutte que s'est donnée la classe ouvrière, des contradictions éclatent dans la Coordinatrice des forces syndicales qui regroupe l'UGT (Union Générale des Travailleurs, de tendance socialiste-PSOE), l'USO, (dont les positions seraient proches de la CFDT en France) et les Commissions Ouvrières. L'UGT reproche aux Commissions Ouvrières de vouloir capitaliser les luttes du Mouvement ouvrier à leur profit, par l'émission de bons que lancent les Commissions, qui entendent désigner leurs

délégués à l'Assemblée Nationale à partir d'assemblées de travailleurs. Il n'est sans doute pas inutile de rappeler que les activités de l'UGT pendant quarante ans de fascisme ont été d'une discrétion remarquable à tel point qu'il serait difficile de pouvoir citer une seule grève menée par l'UGT pendant cette période. Ce n'est que depuis deux ou trois mois que l'UGT se manifeste, plus, il faut bien le dire, dans des Congrès et des déclarations à la presse, évoquées d'ailleurs avec une certaine complaisance par le régime, que dans les grandes luttes de masses qui se mènent depuis plusieurs mois. Ces «reproches» apparaissent donc pour ce qu'ils sont : une manœuvre de division de la classe ouvrière, et une tentative de la part de l'UGT et des forces bourgeoises qui la soutiennent de se faire une place au soleil dans le futur syndicat unique ouvrier qui est une des échéances prévisibles de la situation politique en Espagne.

PARTIS	RÉGIONALES 70		LÉGIS 72		RÉGIONALES 1975	
	Voix (%)	Sièges (1)	Voix (%)	Voix (%)	Sièges	
D.C.	37,9	287	38,4	35,3	277	
PCI	27,9	200	28,3	33,4	247	
PSI	10,4	67	9,8	12	82	
PSDI	7	41	5,2	5,6	36	
PRI	2,9	18	2,9	3,2	19	
PLI	4,7	27	3,9	2,5	11	
MSI/DN	5,9	34	8,1	6,4	40	
PDUP	—	—	—	0,5	4	
DIVERS GAUCHE	3,3	16	3,4	1,1	4	

DC : Démocratie chrétienne ; PCI : Parti communiste ; PSI : Parti socialiste ; PSDI : Parti socialiste démocratique ; PRI : Parti républicain ; PLI : Parti libéral ; MSI/DN : Mouvement social italien/Droite nationale ; PDUP : Parti d'unité prolétarienne pour le communisme.

INTERNATIONAL

Répression sanglante en Afrique du Sud

VORSTER VIENT DEMANDER DE L'AIDE A KISSINGER

«La police s'apprête à utiliser les grands moyens, j'ai reçu de mes supérieurs le feu vert. L'armée, la marine, les réserves territoriales ont été mises en état d'alerte. Ma patience est à bout». Cette déclaration du chef de la police Visser donne une idée de la féroce répression qui s'est abattue, après Soweto, sur les ghettos africains où le mouvement de masse contre le pouvoir raciste s'est puissamment manifesté. La police, renforcée de bandes armées de «volontaires» blancs, pratique systématiquement la terreur, à l'aide des armes et hélicoptères fournis par les gouvernements français et allemand. Elle tire à vue, sans sommation sur tout groupe de manifestants. Un automobiliste africain qui ne s'était pas arrêté à un barrage a été abattu : la population a immédiatement riposté en lapidant la police. A Alexandra et dans plusieurs autres villes, les manifestants, reprenant le

mot d'ordre «le pouvoir à Soweto», «le pouvoir aux Africains», ont incendié des bâtiments administratifs, représentants de l'oppression raciste.

A l'ONU, le Conseil de Sécurité s'est réuni vendredi et samedi pour examiner la situation en Afrique du Sud. Une résolution présentée par trois pays africains (Tanzanie, Bénin, Libye) condamnait fermement la répression et affirmait la légitimité de la lutte armée des peuples d'Afrique du Sud. Cette résolution a été votée, mais, comme d'habitude les gouvernements occidentaux se sont opposés à toute mesure en permettant l'application (sanctions obligatoires, embargo des armes) le représentant de l'Algérie a dénoncé la vente de réacteurs nucléaires au gouvernement raciste par la France. Les représentants de la Tanzanie et du Conseil National Africain ont également rappelé que les hélicoptères et autres

équipements, actuellement utilisés sont fournis par les Etats-Unis, la France et l'Allemagne.

Malgré la situation, Vorster n'a pas renoncé à rencontrer Kissinger en Allemagne mercredi prochain. Le lieu de cette réunion a déjà changé deux fois. Schmidt préférerait qu'elle soit assez discrète. Vorster doit également se rendre à Paris, mais le gouvernement français ne crie pas la date sur les toits.

Il y a 16 ans, Sharpeville

En 1960, les organisations patriotiques avaient organisé des manifestations non-violentes pour les droits civiques, sous l'influence des méthodes de Martin Luther King aux Etats Unis. Une de ces manifestations, à Sharpeville, avait été réprimée dans le sang par la police, qui avait fait des dizaines de morts. Aujourd'hui, le mouvement de masse se caractérise par sa plus grande organisation, sa détermination et sa maturité. Les masses africaines ont fait l'expérience de la nécessité de la violence révolutionnaire ; l'exemple des peuples des anciennes colonies portugaises leur montre que la victoire est possible. Aujourd'hui, le peuple d'Azanie ne réclame pas des «droits», il exige le pouvoir.

UN DEMI-SIÈCLE D'APARTHEID

Les soulèvements des ghettos d'Afrique du Sud cette semaine marquent clairement l'échec de la politique de ségrégation et d'oppression des masses africaines pratiquée par les gouvernements racistes depuis un demi-siècle.

La politique de l'apartheid, pudiquement baptisée par Vorster «développement séparé» est appliquée depuis 1913. Les différents gouvernements n'ont fait que l'améliorer, la renforcer de manière plus systématique et scientifique. Cette politique combine les avantages du colonialisme classique et de l'exploitation capitaliste : les travailleurs africains sont privés de tous droits poli-

tiques ou syndicaux. De plus, ils n'ont pratiquement pas le droit d'habiter dans les zones «blanches» où ils travaillent. Ils sont parqués à l'extérieur des villes et dans les cités-dortoirs à l'extérieur des villes et dans les camps de concentration des réserves «bantous», ce qui permet d'éviter leur regroupement autour des lieux de travail et de réduire au minimum les services sociaux (écoles, hôpitaux, transports).

Ce partage du territoire avait été décidé en 1913. Il a été précisé par les lois de 1936. La population africaine s'y voit attribuer 13 % du territoire, les blancs 87 %. La zone «blanche» comprend toutes les mines (charbon, or, diamant) ; tous les ports et aéroports, toutes les grandes villes ; tous les emplois y sont concentrés, alors que les zones prévues pour les Africains sont quasi-désertiques.

Cette division du territoire permet aux exploiters de disposer d'une main-d'œuvre étroitement contrôlée, qu'ils peuvent envoyer dans les réserves dès qu'ils n'en ont plus besoin. Le terme même de «développement séparé» inventé par Vorster est une grossière imposture, puisque le principe même de ce partage inégal institutionnalise la dépendance des réserves où il est impossible de trouver du travail.

Après la seconde guerre mondiale, toute une série de lois va améliorer le système en prévoyant chaque détail, faisant du pays un vaste bagne pour les travailleurs africains. Ils doivent avoir sur eux en permanence une carte prouvant qu'ils ont du travail dans la ville où ils se trouvent ; il leur est interdit de se syndiquer et de faire grève ; la police d'une ville peut les expulser, les déporter sur simple décision administrative.

Vorster, qui devient premier ministre en 1966 ira encore plus loin, en pratiquant la déportation massive dans les «Bantoustans».

LIBAN

RISQUES DE NOUVELLE OFFENSIVE SYRIENNE

Au Liban, les péniches de débarquement américaines, venues pour évacuer les ressortissants américains et européens, n'ont pas fait fortune : à peine trois cents personnes les ont empruntées, alors que le nombre des seuls Américains s'élève à plus d'un millier. Non que ces messieurs n'aient pas été prêts à partir : ils étaient même venus jusqu'au port. Mais ils ont vite rebroussé chemin quand ils ont appris qu'ils devraient abandonner l'essentiel de leur volumineux bagage.

Cependant, on craint, avec le retour en Syrie d'Assad, après sa visite à Paris, une nouvelle offensive contre les positions de la Résistance Palestinienne et des forces progressistes. Raymond Eddé, leader chrétien opposé aux Phalanges, a invité dans ces circonstances, le gouvernement français à envoyer sur place une mission d'enquête pour vérifier la nature de l'intervention des forces syriennes. On peut être sûr que Giscard, déjà au courant, estimera cette proposition superflue.

Cependant, les menaces soviétiques, en liaison avec la situation libanaise, se précisent : un navire russe, chargé de fusiliers marins et de péniches de débarquement, a franchi le détroit des Dardanelles en direction de la Méditerranée occidentale.

Palestine occupée

UNITÉ DE COMBAT AVEC LES PEUPLES AU LIBAN

Devant le sort que subissent leurs frères au Liban par l'armée syrienne, les masses palestiniennes vivant sous l'occupation ont dénoncé violemment le régime syrien et le rôle qu'il joue dans le complot contre la Révolution Palestinienne et le mouvement patriotique libanais. Elles ont fait encore une fois la preuve de l'unité du peuple palestinien, qu'il soit à l'intérieur ou à l'extérieur de la Palestine.

Plusieurs manifestations ont eu lieu dans les grandes villes de la région de Cisjordanie et les plus violentes sont celles qui ont eu lieu à Naplouse. Dans cette ville, la population toute entière est descendue dans les rues après avoir décidé la fermeture des magasins et les écoles. Les manifestants portaient des drapeaux noirs en signe de deuil des martyrs de la Révolution Palestinienne. La population a encore lancé des pierres sur les soldats de l'occupant, sur ses voitures militaires. Plusieurs même, ont été renversés par les manifestants en colère. Aussitôt, l'armée est intervenue et les bagarres entre les manifestants et les forces d'occupation ont duré trois heures de suite, l'armée utilisant les bombes lacrymogènes, puis les fusils et les manifestants les pierres.



Manifestation à Jérusalem : drapeaux noirs et branches d'olivier.

Huit manifestants ont été blessés. Après la manifestation, les soldats ont essayé de forcer les portes des magasins fermés. Le gouverneur militaire de la ville a lancé des menaces, mais personne n'y a fait attention. A l'entrée de la ville, des barricades ont été formées par la population et des pneus ont été brûlés. Le second jour, très tôt, les soldats ont sillonné la ville pour empêcher d'autres manifestations. Les magasins toujours fermés ont été marqués en vue de poursuivre leurs propriétaires.

Malgré la forte présence des soldats d'occupation,

des groupes ont pu manifester très rapidement. Sur les murs de la ville, des mots d'ordre ont été inscrits condamnant

l'intervention syrienne au Liban, soutenant la Révolution Palestinienne et les forces patriotiques libanaises.

Appel de l'Association Familiale de Bireh

L'Association Familiale de Bireh, association créée par les femmes palestiniennes pour organiser la résistance à l'occupant lance l'appel suivant :

- «... Il faut tout faire pour arrêter cet odieux massacre... Nous demandons ce qui suit :
- Arrêt immédiat des combats.
- Retrait de l'armée syrienne sans aucune condition.
- Unité nationale du Liban.
- Protection du peuple palestinien et la sauvegarde de sa présence au Liban jusqu'à son retour à sa patrie, la Palestine».

APPEL DE L'ASSOCIATION MÉDICALE FRANCO-PALESTINIENNE POUR LE SOUTIEN AUX PEUPLES LIBANAIS ET PALESTINIENS

Le blocus et les bombardements exercés par l'armée syrienne depuis plus de douze jours sur plusieurs zones notamment les quartiers ouest de Beyrouth rendent la situation des populations, déjà très éprouvées, absolument dramatique : manque d'eau et pénurie alimentaire pour les produits de base (farine, légumes, sucre, fruits...), situation sanitaire catastrophique, outre l'épuisement des stocks de médicaments et ceux rendus inutilisables par les coupures d'électricité, des risques d'épidémie très sérieux pèsent sur les populations.

La vie de milliers de civils est menacée.

L'association médicale franco-palestinienne lance un appel urgent :

- à l'aide financière pour l'achat de vivres, de médicaments, de vaccins, de plasma sanguin,...
- aux volontaires (chirurgien, médecin, infirmier) prêts à partir dès que possible.

Adressez dons et candidatures :
AMFP - 24, rue de la Réunion
75020 - Paris. Tél. 370.01.56
CCP : La Source 34.521.83

ENQUÊTE ET TÉMOIGNAGES

IL Y A QUARANTE ANS

par Camille NOEL

LE FRONT POPULAIRE

Un formidable mouvement de masse (2)



Nous publions aujourd'hui, d'autres témoignages de lecteurs du Quotidien qui montrent l'ampleur du mouvement de masse de juin 36, la dynamique de l'unité de la classe ouvrière, des témoignages qui soulèvent également d'importantes questions politiques sur la réalité du Front populaire, tel cette réflexion : «la question du pouvoir n'était pas présente». Au cours de cette semaine, tout en continuant à rendre compte du mouvement de masse de l'époque, nous verrons les limites du Front populaire, les raisons qui ont conduit à la remise en cause des acquis de ce Front, et permis que se déchaîne la répression anti-ouvrière à la veille même de la 2^e guerre mondiale.

Pour faire ensemble la vérité sur cette période, tirer ensemble les leçons pour les luttes à venir, continuer à nous envoyer vos témoignages et vos remarques.

A LILLE

«Il y avait donc une réelle mobilisation de la classe ouvrière, quand ont éclaté les premières grèves. Juin 1936 à Lille, montre bien que l'élément moteur du Front Populaire, c'était la base. La victoire électorale n'aurait pas été une victoire ouvrière comme elle l'a été, si à l'intérieur des usines, il n'y avait pas eu ces «comités de lutte» qui ont concrétisé la victoire électorale par des luttes, pour les revendications ouvrières.

DANS LES PETITES ENTREPRISES

A Lille, la grève a commencé, comme ailleurs, par la volonté des travailleurs de participer au mouvement national revendicatif. Dans de nombreuses petites boîtes à Lille, on a vu les travailleurs organiser la grève et occuper les usines, alors qu'ils n'avaient pas de syndicat et de délégués. Pareil pour certains magasins.

Alors la CGT (1) a formé un comité de direction pour briser l'isolement de toutes les boîtes.

«C'EST LA MAJORITÉ QUI OCCUPAIT»

Ainsi, pour les distractions, certaines usines avaient leurs camarades qui organisaient, à l'échelle de la branche industrielle, la métallurgie par exemple un orchestre qui allait d'usine en usine ; d'autres usines trouvaient d'elles-mêmes des formes de distraction, car tout le monde y participait, en occupant les usines. Les femmes étaient très enthousiastes et ont aussi participé au mouvement. L'occupation était le fait de la majorité des travailleurs, de jour comme de nuit. Les patrons et la maîtrise s'étaient cachés, car ils avaient peur. Dans ces grèves, la méfiance des socialistes à l'égard des communistes s'est révélée,

malgré les espérances que l'unité syndicale avait fait naître. Les anciens de Jouhaux ne voulaient pas que les cégétistes communistes animent les grèves. Dans les usines, il y avait de nombreux meetings très combattifs. Alors la municipalité SFIO de Lille, devant la force du mouvement, a cherché à en prendre la tête, pour le freiner, mais sur le moment, on n'en a pas eu conscience.

A LA CAMPAGNE...

Nous, on cherchait à organiser la plus large unité autour de la classe ouvrière. Je me souviens qu'à cette époque, il y avait beaucoup d'ouvriers agricoles et d'ouvriers semi-agricoles, qui travaillaient dans le bâtiment et l'agriculture, selon les périodes : ils faisaient la campagne du lin ou des betteraves, puis allaient en ville, travailler à l'usine. Il n'y a pas eu tellement d'action, du type des occupations, chez les ouvriers agricoles, car pesaient sur eux les idées de leurs patrons : ils étaient malvus si ils n'allaient pas à l'église. Alors souvent, ils y allaient, alors que dans les régions des ouvriers semi-agricoles, il y a eu une mobilisation réelle.

A la ville comme à la campagne, tous avaient conscience de l'importance de leur mouvement et de la force que leur donnait l'unité. Mais je ne sais pas si la majorité avait une conscience politique claire au point de ne voir, dans le mouvement, qu'une étape sur le chemin de la prise du pouvoir. Beaucoup croyaient à la victoire électorale, que tout dépendait d'elle : ils pensaient que le jeu démocratique allait élargir la victoire, car ils croyaient avoir le pouvoir. On a alors senti tout le poids des idées fausses de la SFIO. Ce

A MONTCEAU LES MINES

Lucien est mineur retraité à Montceau-les-Mines. Né en 1917, il a donc 19 ans en 1936.

A 14 ans, en 1931, il entre aux Jeunesses Communistes. Il est aussi militant actif de la CGTU.

Dans sa famille, on a toujours lutté. Son père, mineur était de ceux qui ne travaillaient pas le 1^{er} mai. De ce fait, il était

l'objet de la répression des Houillères : il ne bénéficiait pas du logement et au fond de la mine, on le faisait travailler dans les plus mauvais quartiers.

— Q. : Quelles ont été les réactions le 3 mai au soir du 2^e tour des élections ? Qu'attendait-on du Front Populaire ?

— R. : C'était formidable. Tout le monde sortait dans la rue, on discutait, on fêtait ça. Ce qu'on attendait, c'était surtout la satisfaction des revendications, les congés payés, les 40 h, la retraite...

Certains y croyaient d'ailleurs à peine. Ils se rappelaient qu'il existait une époque où les enfants de 9 ans travaillaient encore jusqu'à des 10 heures par jour. Je t'ai raconté tout à l'heure comment mon père était soumis à la répression des Houillères parce qu'il ne travaillait pas le 1^{er} mai, qu'il n'allait pas à la messe. Il y avait

un grand enthousiasme pour le Front Populaire qui allait apporter la satisfaction des revendications mais la question du pouvoir n'était pas présente dans la tête des gens.

— Q. : Tu as participé au mouvement de grève de mai-juin. Comment cela s'est passé ?

— Les mineurs étaient les plus combatifs ici à Montceau. Il y avait depuis toujours le syndicat...

A Montceau à cette époque, il y avait beaucoup plus de petites boîtes textiles qu'il n'y en a maintenant. Nous, les mineurs, on allait aider les ouvrières à tenir leurs piquets de grève. On se répartissait la tâche. Il fallait se méfier entre autres de certains, liés à un groupe fasciste, qui disaient «sion n'obtient rien, on casse tout». Alors tu comprends, il fallait veiller au grain, protéger les machines.

— Quels étaient les objectifs, les revendications ?

— Ce que nous voulions surtout, c'est faire pression sur le gouvernement pour qu'il tienne ses promesses. On se rendait bien compte que Blum essayait de ménager la chèvre et le chou, pris en tenaille entre les ouvriers et la petite bourgeoisie.

Il fallait obtenir les revendications nationales : congés, retraite, 40 h etc.. Comme je te l'ai déjà dit, la question du pouvoir n'était pas posée.

— Qui dirigeait le mouvement ?

— Officiellement, c'étaient les syndicats, la CGT, qui dirigeaient le mouvement mais de fait, c'étaient les analyses, les mots d'ordre du Parti, de la section française de l'Internationale communiste qui passaient dans les mots d'ordre.

«C'était formidable, toutes les boîtes se sont mises en grève. Il n'y en avait aucune qui ne l'était pas. C'est parti spontanément, tout le monde ensemble. Les mineurs qui ont déclenché le mouvement étaient en majorité. A ce moment, il y en avait beaucoup à Montceau même car il y avait beaucoup plus de puits, maintenant, les puits sont décentrés.

Oui, c'était un grand mouvement spontané. Ce sont les anciens CGTU qui ont mené la bagarre pour organiser le mouvement car les socialistes étaient trop timides.

On était très nombreux dans les manifestations : entre 12 000 et 15 000 personnes, chiffre exceptionnel pour Montceau.

«On occupait, il fallait veiller aux usines et au matériel car à Montceau, il y avait un groupement fasciste qui s'appelait «l'aurore indépendante». Ils venaient dans les usines et disaient qu'il fallait tout casser pour obtenir satisfaction. De plus, on nettoyait les machines, on les tenait prêtes pour reprendre le boulot».

«Il y avait une bonne ambiance, qu'on n'a jamais retrouvée par la suite. Par exemple, au moment des grèves, il y a eu une braderie qui a duré 8 jours et qui a obtenu un très grand succès. Tous les orchestres du pays jouaient au coin des rues. Il y avait aussi des cavalcades, des bals. Les soirs, des musiciens allaient

dans les usines faire danser les ouvrières en lutte».

Je ne me souviens pas comment c'est parti précisément, c'était un peu comme en 68, si tu veux, dans le sens où les ouvriers ne se sont pas embarrasés des états-majors, où c'est la base qui est partie. La syndicalisation d'autre part était faible. Par exemple dans les petites usines comme Garnier, Luneau, Florentin, Loison... il n'y avait pas de syndicat mais ils se sont soulevés comme les autres.

Pour te dire le nombre qu'on était : peut-être 50 à la CGTU, et 400 à la CGT sur 12 000 mineurs. Mais pendant les grèves et après, il y a eu un fort mouvement de syndicalisation».

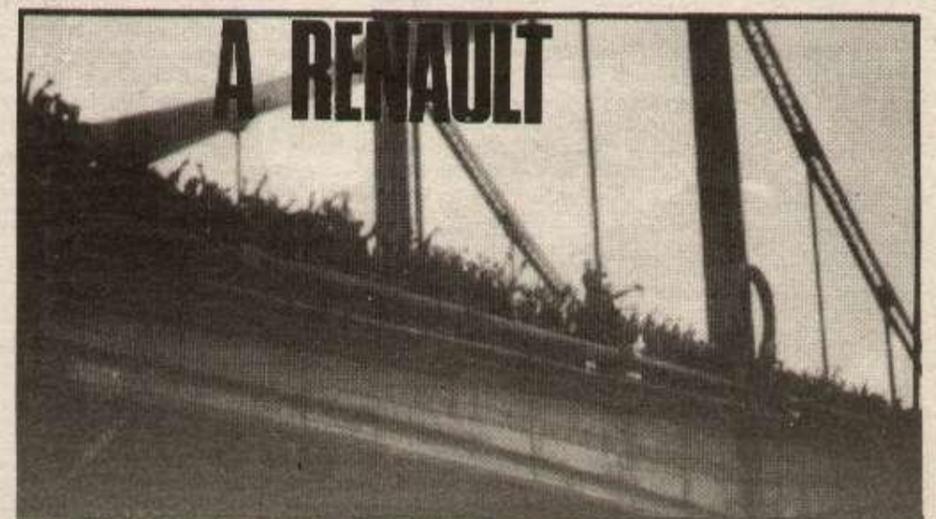


Le ravitaillement de l'usine occupée.

qui explique aussi que les Accords Matignon aient été ressentis comme une victoire : seuls quelques anciens de la CGTU ont pensé que cette victoire était limitée, parce qu'elle avait été freinée par les partis du Front Populaire, dont le PC.

Après Matignon, à Lille, on a repris le travail, et les liens d'organisation se sont maintenus durant quelques temps. On a chloroformé l'unité ouvrière, à commencer par Thorez, qui a dénoncé les grèves, mais n'a jamais dénoncé les manquements du parti socialiste à la pratique unitaire du Front, et sa politique au service de la bourgeoisie. Mais il faut voir que sur le moment, l'ensemble des communistes ont été confiants dans la direction du Parti et ont été conscients qu'il ne fallait en aucun cas briser l'unité de la classe ouvrière.

(1) - Issue de la réunification CGT-CGTU.



Les ouvriers sur le pont de l'île Seguin.

LA VIE DU JOURNAL

Camp de loisirs populaires de l'Union Communiste de la Jeunesse Révolutionnaire

DANS LE GERS DU 14 AU 29 AOÛT 1976
(Camp de toiles, marabouts...)

- Travail et enquête avec des paysans pauvres, sous la direction de paysans révolutionnaires.
- Contact avec des anciens Résistants.
- Visite d'usines, contacts avec des ouvriers en lutte.
- Tournois sportifs, excursions, fête populaire au village.
- Nombreux débats avec des jeunes de tout le pays sur les luttes à l'école, dans les quartiers, sur la construction de l'unité populaire.
- Initiation à la photographie, au cinéma 8 et 16 mm, à la sérigraphie. Groupes de théâtre, chorale, création d'un orchestre.

Les enfants sont admis à partir de sept ans (création d'un groupe de pionniers)
Toute participation de famille populaire sera la bienvenue.

CLÔTURE DES INSCRIPTIONS : LE 24 JUILLET

PRIX 200 A 250 F (selon les ressources)
assurance comprise

Pour tout renseignement et surtout pour toute suggestion, écrire au Quotidien du Peuple ou à Rebelles - 57 rue Ordener - 75018 - Paris

LE MEPRIS DE CES MESSIEURS

Je vous envoie in extenso, la lettre envoyée par une Société Immobilière de Roubaix à tous ses locataires. Outre le mépris des gens dont elle fait preuve, cette lettre montre comment les nantis, en droite ligne de la politique gouvernementale, aident la bourgeoisie à faire payer la crise aux ouvriers sous le prétexte d'une soi-disante part de responsabilité de ceux-ci.

Voici le contenu de la lettre :

«Monsieur, Madame, cher locataire. Nous venons de recevoir les dernières facturations d'eau, celles-ci présentes des augmentations de 10 à 100 % selon les immeubles (pourquoi selon les immeubles ?). Cela vient, d'une part de l'augmentation constante de cette fourniture, mais aussi de l'utilisation aberrante (ça commence !) que font certains d'entre vous des appareils sanitaires. Dans le même immeuble (pourquoi celui-là ?) à quelques se-

maines d'intervalle, nous avons du intervenir à la demande de certains locataires qui percevaient de façon continue le bruit de l'eau dans les canalisations de vidanges (et l'insonorisation ?) À notre stupéfaction (ben voyons !) nous nous sommes aperçus qu'une personne rinçait son linge en laissant couler en permanence un filet d'eau sur celui-ci dans son bac de douche (pouvait-elle le faire ailleurs ?) et qu'une autre utilisait ce même appareil comme frigidaire, en faisant couler de l'eau sur ses bouteilles (pourquoi n'avait-elle pas de frigidaire ?). De tels agissements stupides (on ne peut être plus clair avec ses «chers locataires») peuvent amener à des consommations effrénées, il en est de même de toutes les personnes qui n'entretiennent pas, comme le bail les y oblige, le sanitaire dont elles ont la disposition, et en particulier les chasses d'eau des WC dont certaines fuient de

façon continue («entretenir» ne veut-il pas dire «conserver les lieux dans l'état où on les trouve ?».)

Cette lettre se termine enfin par un appel à la modération et par des salutations distinguées.

Mais ce qui est pour les locataires «aberrant» c'est l'augmentation des prix de 100 % ! Ce qui est «stupéfiant» c'est qu'on ose les ren-

dreresponsable de cette augmentation ! Et si c'est un «agissement stupide» que de faire couler un peu d'eau sur des bouteilles pour les rafraîchir lorsque l'on a pas de frigidaire, alors vive cette énorme «stupidité», qui consiste à faire passer un jour les véritables responsables à «la douche froide» !.

Un Roubaisien.

On sens que ce journal vit

Je viens de lire le Quotidien du Peuple de mercredi 16 et je m'empresse de vous envoyer toutes mes félicitations s'il y a eu des hauts et des bas, depuis un mois le journal s'améliore régulièrement mais aujourd'hui je le trouve particulièrement mobilisateur. On sent qu'il progresse de plus en plus dans le sens d'aller dans les masses.

On sent que ce journal vit avec une intensité qu'on ne peut trouver dans aucune autre presse.

Encore toute nos félicitations et nous ferons notre possible pour vous aider dans ce sens.

Salutations Fraternelles.
D. et S.

DE LA REVOLTE A LA REVOLUTION

REBELLES

3,50F MENSUEL de l'UNION COMMUNISTE de la JEUNESSE REVOLUTIONNAIRE N°3

EDITORIAL : construire une puissante force révolutionnaire

AU SOMMAIRE :

«ON NE L'OUBLIERA PAS !»

Je travaille dans le bâtiment, dans une petite boîte. Comme il y en avait assez de se faire avoir par le patron, on a pris rendez-vous avec l'inspecteur du travail pour avoir les conventions collectives du bâtiment.

Mais ce monsieur a prétendu qu'il n'y avait pas à s'occuper de ça et que c'était à notre patron

de nous montrer les conventions. Comme cette réponse ne nous satisfait pas, il sort des vieilles conventions de 1959 et des tas de papiers en même temps qu'il entame un beau discours pour nous faire prendre les vessies pour des lanternes.

Comme je lui dis qu'on va attaquer le patron tout ce qu'il empoche sur notre

dos, l'inspecteur du travail nous conseille d'être raisonnable dans notre intérêt, nous dit qu'on n'a «pas assez de biscuits pour ça» et que ça ne fera que renforcer la position du patron. Et puis comme il estime nous avoir assez vu, pour se débarrasser de nous, il dit qu'il nous écrira. Quand je lui dis que les ouvriers en ont marre de se faire rouler et que la

révolution changera tout ça, l'inspecteur nous raconte que «la révolution, ça ne mène nulle part, ça répandra du sang pour rien comme avec Hitler !».

(...) C'est bien du côté des patrons qu'il se range. On ne l'oubliera pas.

Un ouvrier du bâtiment.

Mutualité - 21 juin 1976 - 20 H
gala de solidarité avec Haïti

Contre vingt ans de tyrannie Duvalériste :

- Avec François Béranger
- La chanteuse haïtienne Toto Bissainthe
- Le chanteur haïtien Hernst Duplan
- Deux groupes chiliens Trabunche et Aucan

Organisé par le KOPADAE (Comité des Organisations Patriotiques et des Démocrates Haïtiens en Europe)

Sous le patronage de :

- Comité Français de Défense des Droits de l'Homme en Haïti
- Cimade
- M.A.J. (Mouvement d'Action Judiciaire)
- Avec le témoignage de Amnesty International. Et
- Et la collaboration du Comité Santo Domingo en Lucha

Participation aux frais 15 francs.
Ventes de livres, journaux et disques.

MERCREDI 23 JUIN 1976 - 20 h 30
PREMIER FILM NORD-COREEN PROJETE A PARIS
LA PETITE BOUQUETIERE
long métrage (2 h) en couleurs produit en 1972
En présence d'amis de la République Populaire Démocratique de Corée, actuellement en France.

CINEMA SAINT-LAMBERT - 6, RUE PECLLET - XVème

Correspondant en Suisse

Je vous écris au sujet de votre proposition de correspondance en Suisse pour le Quotidien du Peuple.

Je suis tout à fait favorable à l'idée d'une correspondance pour le Quotidien du Peuple. Je me suis rendu compte lors de discussions avec des camarades français que la situation suisse était fort mal connue d'eux, et plus encore les luttes qui s'y mènent !

Je désire rencontrer un rédacteur du journal, pour discuter précisément et de votre journal, et de ce que vous attendez d'un correspondant d'un journal révolutionnaire.

Salutations Communistes.
D.G. Suisse.

Appelez le Quotidien

203 65 61
de 9h à 17h

Bientôt, dans les colonnes du Quotidien, notre enquête-reportage sur «l'insécurité des Français»

Depuis l'an dernier, le ministre de la police et le gouvernement orchestrent une campagne sur la «sécurité des Français». Au nom de la «sécurité», on renforce la police, on prend de nouvelles lois. Au nom de la «sécurité», des provocations policières sont montées.

Le gouvernement se sert là d'une arme nouvelle : en faisant croire que l'insécurité est due à la criminalité, il essaye de souder toutes les classes dans une même peur, et dans un commun accord pour développer la répression.

Mais, les faits sont là. Cette répression est dirigée en fait, nous allons le montrer dans notre enquête, contre les ouvriers, contre les masses populaires. Et même si, aujourd'hui, certaines lois ne sont pas encore utilisées ouvertement contre les travailleurs, elles constituent néanmoins un arsenal contre-révolutionnaire pour la période à venir. La lutte contre les bandits n'est qu'un paravent.

Cette technique, Poniatowski n'est pas le premier à s'en servir. Regardons ce qui se passe en Italie. Regardons aussi les USA et la RFA. Raison de plus pour bien démontrer quelle politique se met en place.

Que tous les lecteurs nous envoient à ce sujet leurs avis, des témoignages d'exactions et d'actions policières, faits quotidiens de répression, des informations sur la police dans leur quartier, dans leur région, qui contribueront à l'enquête que nous publierons prochainement.

Le Quotidien du Peuple - Publication du PCRmi
Adresse Postale : BP 225 - 75924 Paris - Cedex 19
CCP n°23 132 48 F Paris
Directeur de Publication : Y. CHEVET
Imprimé par IPCC Paris - Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

ABONNEMENTS :

NOM	1 an : 300 F
ADRESSE	6 mois 150 F
PROFESSION	3 mois : 80 F
	1 mois : 30 F

Envoyer au Quotidien du Peuple
BP 225 - 75924 Paris Cedex 19

FEUILLETON

MA PLUME AU SERVICE DU PROLÉTARIAT du romancier chinois Haoran

Dans le *Quotidien du Peuple* nous avons annoncé comme prochaine la parution du premier roman traduit de Haoran «les enfants de Xisha» et d'un recueil de textes théoriques du même auteur. Ces deux livres sont maintenant en librairie. Les articles et conférences où Haoran expose, ou plutôt raconte de façon très vivante, très humoristique parfois, son itinéraire intellectuel sont très intéressants pour ceux qui se passionnent d'art et de littérature révolutionnaires. C'est-à-dire pour nous tous puisque le principe de la culture prolétarienne est de partir des masses pour revenir aux masses.

Haoran insiste sur la nécessité où il se trouve lui qui est pourtant un fils de paysan pauvre, membre du PCC depuis l'âge de 16 ans, de revenir constamment à ce qu'il appelle ses bases, c'est-à-dire à un certain nombre de villages où il séjourne pour travailler, pour vivre l'existen-

ce des paysans. Il a compris en effet par sa pratique littéraire longue maintenant de 20 ans toute la responsabilité qui incombe à l'écrivain :

«La plume que je tiens à la main peut sembler légère, vraiment très légère, mais lorsqu'elle devient l'instrument de combat du travailleur littéraire que je suis, écrit-il, elle est lourde, vraiment très lourde. Au fur et à mesure que mon expérience s'accroît par la pratique je sens s'accroître encore son poids. Lorsque je suis plongé dans la vie ou dans le processus de création littéraire, lorsque j'étudie la dictature du prolétariat avec les paysans pauvres et moyens-pauvres, avec les cadres de base, cette pensée ne me quitte pas : comment ma plume peut-elle servir à consolider la dictature du prolétariat ? Dans une telle tâche, un seul article, une phrase ou un mot, une virgule même, on peut considérer qu'ils pèsent une tonne.»

Haoran fait l'historique de ses luttes pour imposer une littérature qui exalte le rôle des masses, leur héroïsme : en effet, après la révolution culturelle, bien des manieurs de plume restaient accrochés aux valeurs anciennes concernant la littérature (psychologie nuancée, style raffiné...), rejetant tout lien avec les masses et destinant leurs œuvres à un petit nombre d'intellectuels. Haoran, au contraire, voulait écrire pour tous ses anciens compagnons de lutte, ouvriers, paysans.

Par un constant approfondissement de la théorie marxiste-léniniste, lié à une constante pratique au sein des masses, il a réussi à écrire des œuvres, comme *La grande voie radieuse* ou *Les enfants de Xisha* qui suscitent l'enthousiasme du peuple chinois, ainsi qu'il le montre par cette anecdote : *«En fait, on en revient toujours à la question fondamentale : qui servir ? Pour qui écrire ? Tenez, un jour, je m'en suis allé voir un vieil ami paysan,*

mais m'étant trompé de chemin, j'ai rencontré un secrétaire de cellule ; le camarade qui m'accompagnait me présenta en disant : «Tu ne le reconnais pas ? C'est Haoran, celui qui a écrit La Grande Voie Radieuse ! - Ah, répondit-il, voilà un auteur que nous aimons ! C'est le peuple qu'il peint dans ses livres ! Il écrit pour la majorité des gens !»

Ces paroles furent pour moi un grand encouragement : «La majorité des gens ! Ceux qui font avancer l'histoire du monde et non ceux qui veulent la faire aller en marche arrière ! Voilà ceux qu'il faut servir ! Mettre toutes ses forces, mettre le printemps de sa vie au service de ceux qui font avancer l'humanité, c'est cela qui, pour un écrivain, a le plus de sens.»

Paule SACONNET

(Collection «La Chine d'aujourd'hui» éd. Alfred Eibel, 12 F.)

Haoran, né en 1932, est le plus célèbre écrivain de la Chine nouvelle. Dans ce roman, publié en République Populaire de Chine en 1974, il relate les aventures d'un pêcheur et de deux jeunes enfants qui, en 1942, luttent pour préserver le sol chinois et particulièrement ces îles de la mer de Chine méridionale que sont les Xisha, de l'envahisseur japonais. Un héros modeste et quotidien les conduit finalement à la victoire. Le lecteur ne manquera pas d'être séduit par la fraîcheur, la vivacité et l'intelligence des deux jeunes enfants qui sont, avec le pêcheur Cheng, les protagonistes de cette histoire.

Le roman est complété par un dossier de documents inédits sur l'auteur.

PROGRAMME TÉLÉ

LUNDI 21 JUIN

TF 1	19 h 45 - Alors racontes
18 h 30 - A la bonne heure	20 h 00 - Journal
19 h 05 - Château espérance, feuilleton	20 h 30 - «L'accroche-cœur», film de P. Caron (1938)
19 h 20 - Actualités régionales	21 h 50 - Le tour de France d'un coursier
19 h 40 - Une minute pour les femmes	23 h 25 - Journal
A 2	
Éviter le film de Claude Lelouch, long métrage. Le spécialiste de la guimauve sentimentale est contre-indiqué pour la réalisation d'un film d'action. Quant à l'humour, on peut douter de sa qualité.	
19 h 45 - Y'a un truc	
20 h 00 - Journal	
20 h 35 - La tête et les jambes	
21 h 50 - Le droit de cité	
22 h 50 - Journal	
FR 3	
18 h 45 - Pour les jeunes	Nous conseillons plutôt sur la première chaîne, l'émission sur le Tour de France. Même si elle risque d'être assez superficielle, elle peut donner des éléments sur l'organisation du tour, les rapports entre les coureurs dans les équipes, la foire publicitaire, etc... Clous du spectacle : la prière de Merckx avant le départ, l'irrésistible ascension de Thévenet l'année dernière.
19 h 05 - Programmes régionaux	
19 h 20 - Actualités régionales	
19 h 40 - Tribune libre	
19 h 55 - Flash journal	
20 h 00 - Au fil du Rhône	
20 h 30 - Prestige du cinéma, «Le voyou», film français de C. Lelouch (1970)	
22 h 25 - Journal	

Notre nouveau feuilleton

Nous publions à partir d'aujourd'hui jusqu'à la mi-juillet, un nouveau feuilleton : «Hebken», «conte gueux» de Youenn Coic.

Youenn Coic est un jeune écrivain breton, né en pays bigouden. Dans ses romans, il cherche à faire revivre la véritable histoire de la Bretagne, celle de ses luttes et de ses révoltes, à travers des personnages de fiction. Bien qu'ils se situent à des périodes assez lointaines (conquête de la Bretagne par les Romains dans «Britannicon», XVII^e siècle dans «Le cheval décapité») les romans de Youenn Coic évoquent en filigrane les revendications qu'exprime aujourd'hui le mouvement régionaliste breton. A l'heure où grandit la contestation du centralisme bureaucratique de l'État bourgeois, il nous a paru intéressant de publier le deuxième roman du breton Youenn Coic.

1ER EPISODE:

Youenn Hebken naquit le 21 Octobre 1805, un jour noir pour la patrie, loin du cap Trafalgar, pas très loin de Penmarch, exactement à Pont l'Abbé-Lambour, dans le département du Finistère ; et les canons de Nelson ne portèrent pas leur salut jusqu'à ses oreilles. Heureusement pour lui, car il n'aura que dix ans quand Napoléon-Plein-de-Sang fera ses malles pour Sainte Hélène: autrement il aurait pu rester en route sur le long chemin de la gloire, aux étapes célèbres qui sont dans les livres d'histoire.

Comme il mourut très vieux, presque cent ans plus tard, il aurait eu de quoi écrire vingt tomes de mémoires, s'il avait eu du temps à perdre, dans son enfance, pour aller à l'école. Il y alla bien, un moment, mais pas assez pour devenir un savant ou un sage.

Donc, il vint au monde.

Un soir d'automne, Jakez Nader, tailleur d'habits, rue de l'Eglise, à Lambour, trouva sur son seuil, au moment de fermer ses volets, une femme en train de geindre. C'était la future mère de Youenn. Une gueuse, sur le point d'accoucher. Jakez Nader était marié, et sa réputation était bonne. Sa charité aussi. Il envoya aussitôt sa femme chercher le vicaire, et celui-ci courut trouver l'administrateur de l'hôpital des nécessiteux, qui n'était pas loin, juste au bout du Pont, près de la chapelle du Sauveur-Christ.

Le vicaire conseilla à Jakez Nader d'héberger la femme de rien, et à son épouse, Kathel Malloz, d'aider l'enfant à mettre son nez à l'air.

Toutefois, il y avait des formalités à accomplir.

Et le vicaire retarda l'apparition de Youenn Hebken parmi le peuple bigouden, tant que sa coquine de mère n'eût pas avoué qu'elle s'appellait Mariannig Vro Bagan, de la paroisse de Brignogan,

Hebken de YOUENN COIC

Conte gueux

aux Éditions P.J. OSWALD



évêché de Léon, confié aux sacrés conseils du révérend Paol Guiomarc'h, recteur, et Herri Vach'Leur, vicaire; qu'elle cheminait en Cornouaille depuis la Fête des Rois, et même depuis presque cette date dans le doyenné de Cap Caval, ce qui donnait une bonne chance à Youenn Hebken de descendre pour moitié d'une vraie souche bigoudaine. Pour l'autre moitié, la racine n'était pas mauvaise non plus.

Il faut croire, quand même, que le recteur Guiomarc'h n'avait pas sur ses ouailles la pieuse influence qu'il aurait dû. Car Mariannig était vraiment vagabonde, mendicante et prostituée. Elle faisait son pain à attendre dans les fossés le retour des

paysans ivres, après la foire. Et à les détrousser, après leur avoir donné des émotions.

Tout le temps qu'elle avouait, dans les douleurs de l'enfantement, le bon vicaire de Lambour, Mikael Pen Oan agitait un doigt béni et disait :
— Vous êtes une mauvaise Chrétienne, Mariannig Vro Bagan ! Repentez-vous, que votre fruit soit moins pourri que vos entrailles !

La pauvre fille répondait :

— Jésus Sauveur ! Marie Immaculée ! Pitié ! Pardon !

Youenn Hebken respira son premier souffle entre une adjuration et un grand repentir. Il était bieu.

Le lendemain de sa naissance, Jakez Nader alla lui-même, sous sa plus belle veste de Montauban, trouver l'administrateur de l'hôpital Saint-Sauveur.

Il aurait peut-être mieux valu pour Youenn attendre la nuit de Noël pour faire inscrire son non sur le registre de l'Etat Civil, car le doux Jésus ne fut pas accueillant pour Mariannig ni pour lui, le 22 Octobre. L'administrateur dit durement à Jakez Nader :

— Il ne fallait pas recueillir cette gueuse. Jakez. Maintenant, vous n'avez qu'à la garder.

Et Jakez rentra, plein de colère et de tristesse, contre ces bourgeois qui mettaient la charité en lettres d'or sur le devant de leur bourse, et qui étouffaient la pitié dedans le fond.

Il eut une surprise à son retour. (à suivre)

A FIAT-TURIN -2

DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL CAMILLE NOEL

LA CLASSE OUVRIÈRE ITALIENNE FACE AU RÉVISIONNISME

Fiat-Mirafiori, à Turin : le plus grand bastion ouvrier de toute l'Italie, l'endroit où le prolétariat du pays a poussé peut-être le plus loin l'expérience de ses nouvelles formes d'organisation et de lutte. C'est avec ces travailleurs que nous avons, à la veille des élections où chacun se pose la question d'une éventuelle victoire du P«C»I, fait le bilan de leurs combats et de leur perception du révisionnisme.

Samedi, dans la première partie de ce reportage, nous avons vu la façon dont la bourgeoisie, avec le patron Agnelli, avait fait tous ses efforts pour faire payer la crise aux ouvriers. Les camarades de la Fiat nous indiquaient aussi comment la fédération de la métallurgie, qui regroupe avec une prépondérance révisionniste les trois centrales syndicales, loin de combattre sur un plan d'ensemble cette politique, s'est mise en travers des luttes, adoptant le même point de vue patronal de «faire face à la crise».

Pour finir, ils abordaient le «nettoyage» par la direction syndicale des conseils d'usine de la Fiat :

LE NETTOYAGE DU CONSEIL

— QdP : Peux-tu expliquer ce que sont les conseils d'usine ?

classe. En sorte qu'aujourd'hui, ces directions contrôlent assez bien les conseils.

— R. : Ils sont nés dans le grand mouvement de grève en 1969. Ils étaient élus dans les ateliers et par les équipes sur les chaînes et se trouvaient de fait composés par les éléments les plus avancés qui s'étaient révélés dans la lutte. Il s'agissait pour les ouvriers de se donner de réelles structures représentatives face aux «commissions internes» tenues en mains par les directions syndicales qui imposaient aux ouvriers leurs «représentants». Les directions syndicales devant l'ampleur du mouvement, ont dissout les anciennes commissions internes et ont demandé à Agnelli de légaliser les conseils d'usine, ce qu'il s'est empressé de faire, exigeant des ouvriers que leurs représentants soient élus dans les conseils d'usine proportionnellement à la représentativité des trois syndicats, ce qui signifiait la réintroduction dans les conseils des candidats des directions syndicales de collaboration de

— QdP : La SLM et le PCI se sont donc servi de cette possibilité de contrôle pour briser les grèves de l'automne 75 ?

— Oui, et ils ont agi en deux temps. La SLM a d'abord remanié les conseils en retirant leurs mandats syndicaux aux ouvriers qui menaient la lutte. Une fois destitués par la direction du syndicat, ces ouvriers ont été victimes de la répression d'Agnelli, prévenu par la SLM qui les a alors licenciés pour «faute professionnelle». Il y a eu ainsi 10 licenciés à Turin dont 3 ici à la Fiat-Mirafiori. Toutefois, Agnelli céda une augmentation de salaires à la Fiat-Rivalta car cette usine de Turin produisait alors les modèles d'exportation et Agnelli en avait besoin. Mais les cadences sont partout restées les mêmes et les déplacements d'équipe continuent de plus belle.

UN PONTE RÉVISIONNISTE CHASSÉ DE L'ATELIER

— QdP : Enfin, il y a eu les luttes du mois dernier lors de la négociation des conventions collectives dans le secteur automobile ?

— Oui et l'affrontement avec la direction PCI de la FLM a été très dur. Devant la volonté des travailleurs de faire payer Agnelli, la SLM a décidé d'organiser des grèves sur trois mois

de mars à mai. Mais elle déposait des préavis suffisamment à l'avance pour qu'Agnelli puisse réorganiser le travail en fonction des grèves horaires et faire récupérer aux ouvriers par l'augmentation des cadences dans les jours précédents. Dans le même temps, la SLM proposait à Agnelli une convention collective ré-



clamant le contrôle des investissements par les syndicats et si c'était compatible avec les finances de la Fiat, une augmentation uniforme de 30 000 lire. Il faut bien comprendre que cette augmentation était inférieure au taux d'inflation de 1975. Ce qui fait donc avec cette augmentation un salaire réel inférieur à celui de l'an dernier. Or Agnelli n'a même pas accordé les 30 000 lire, à peu près 150 F par mois. Il n'a lâché que 25 000 lire et les syndicats ont accepté que cette augmentation soit considérée comme une prime et non comme une partie intégrante du salaire. Ce qui fait qu'elle ne rentrera pas en ligne de compte pour le calcul des retraites des vieux travailleurs qui partiront cette année. Enfin, le chantage à la crise d'Agnelli a été tel que la FLM a aussi accepté que seules 25% des heures de grève soient remboursées. La grande «victoire» de cette convention dont

parlent les syndicats, c'est l'obligation pour Agnelli de communiquer à la FLM ses projets d'investissements. Mais seul Agnelli peut décider de l'application de ces projets.

— QdP : Quelles ont été les réactions des ouvriers ?

— C'était trop gros. Comme la FLM a su qu'ici à la Fiat-Mirafiori, on a refusé la convention, elle a organisé des assemblées générales. Elle a même fait venir Trentin, chef de la FLM, et membre du comité central du PCI. Aux ateliers de carrosserie Trentin n'a pas pu parler. Tout ce qui tombait sous la main des ouvriers servait de projectile. Trentin s'est replié sur l'atelier de mécanique où l'accueil a été le même. Mais là, comme il réussissait à prendre la parole, les ouvriers sont sortis, refusant de voter une convention qui, de fait, était déjà décidée entre Agnelli et la FLM.

— Ils ont commencé à comprendre ce qu'est le PCI. Il faut te dire que l'«Illustrato Fiat», journal qu'Agnelli nous distribue, célèbre «la modération et la compréhension de la FLM en ces temps difficiles» et souligne les «excellentes relations» qui se sont établies entre la direction de la Fiat et la municipalité PCI-PSI de Turin.

De plus, après un incendie dont on ignore l'origine qui a ravagé les stocks de la Fiat-Mirafiori, le PCI a organisé des comités «de vigilance contre le sabotage» qui groupent la police municipale, la police patronale et la maîtrise. Les ouvriers ont refusé d'y être. Dans le même temps, la direction PCI de la FLM tient des discours sur «l'effort national de production» et la relance. Ce qui signifie concrètement à Mirafiori, que c'est la FLM qui a été chargée par Agnelli de lutter contre l'absentéisme. Et plusieurs ouvriers ont déjà été licenciés.

— Enfin, le PCI se pose comme le seul parti de

l'ordre. On l'a vu la semaine dernière quand le procureur de la république de Gênes, Francesco Coco, a été abattu. Coco avait instruit tous les procès contre les révolutionnaires et révoqué les magistrats chargés de l'instruction du scandale du pétrole qui s'apprêtaient à inculper les patrons de certains grands groupes pétroliers.

Le PCI a décidé une grève de 24 h pour exiger le renforcement de la police afin de lutter contre la criminalité, alors qu'il y a trois semaines, quand à Sesse, les fascistes ont abattu un jeune militant du PCI, ils n'ont même pas bougé. Aucun ouvrier à la Fiat-Mirafiori n'a fait grève pour Francesco Coco car ils savent déjà ce qu'est le PCI. Les éléments les plus combattifs ont fait l'analyse du parti de Berlinguer comme étant un parti révisionniste bourgeois. Et si demain, certains ouvriers de la Fiat-Mirafiori votent pour le PCI, ce sera d'abord pour voter contre Agnelli et la démocratie chrétienne avec l'illusion que le PCI est peut-être le moins mauvais des partis bourgeois.

LE P«C»I, «PARTI DE L'ORDRE»

— QdP : Après toutes ces luttes dans lesquelles le PCI a révélé son vrai visage de parti bourgeois, que pensent les ouvriers de Mirafiori des élections de demain ?